



ANALYSE DE LA SITUATION ICPE DU SITE

UNIVERSITE DE LYON - LA DOUA
LYON (69)

HISTORIQUE DES REVISIONS

Indice	Date	Commentaires
A	06/06/23	Version initiale

CIRCUIT DE VALIDATION

	Qui	Responsabilité	Date	Signature
Rédigé par	Fragan GUILLO	Ingénieur d'études Environnement	06/06/2023	
Vérifié par	Valérie CLAVEAU	Chef de projet Environnement & ICPE	06/06/2023	
Approuvé par	Cécile MACHEREY	Chef du service Environnement	06/06/2023	

SOMMAIRE

I. PREAMBULE	5
I.1. Contexte de la mission	5
I.2. Documents analysés	5
II. SUCCESSION DES PROPRIETAIRES, EXPLOITANTS ET ACTIVITES DU SITE D'ETUDE.....	7
II.1. Contexte	7
II.2. 1959 - 1984 : Ministère de l'Éducation	7
II.2.1. Création de l'installation (1959)	7
II.2.2. Changement de chaudière avant 1982	8
II.2.3. Renouvellement des circuits de distribution (1982 - 1985)	8
II.3. 1985 - 1994 : Régie Municipale du Chauffage Urbain de Villeurbanne	10
II.3.1. Évacuation de la source radioactive - Césium 137 (1991)	10
II.3.2. Transformateur PCB (1993)	11
II.4. 1994 - 1998 : Société Lyonnaise d'Exploitation et de Chauffage	12
II.4.1. Installation du système de cogénération (1995)	12
II.5. 2001 - 2017 : Société Thermique La Doua (groupe Gaz de France)	13
II.5.1. 2003 - 2004 : Remplacement des installations au charbon	13
II.5.2. 2006 : Arrêt du système de cogénération	15
II.5.3. 2006 : caducité de l'AP d'autorisation pour les stockages de fioul	16
II.6. 2017 à nos jours : Métropole de Lyon	17
II.6.1. 2016 - 2017 : Désignation de l'exploitant (ELM)	17
II.6.2. Évacuation et cessation d'activité pour le système de cogénération	18
II.6.3. 2020 : Fin de période d'exploitation ELM	18
III. SYNTHÈSE DE L'HISTORIQUE DU SITE	19
III.1. Hypothèses et documents manquants	19
III.2. Synthèse des activités du site	20
III.3. Historique du classement ICPE de l'installation	21
III.4. Classement ICPE actuel	24
IV. PHOTOGRAPHIES HISTORIQUES DU SITE	25
V. ÉTAT ACTUEL DU SITE	27
V.1. Installations présentes	27
V.2. Plan d'implantation des installations actuelles	27
VI. CONCLUSION	28
VII. ANNEXES :	29
VII.1. Arrêté du 31 janvier 1985 – Autorisation d'exploitation pour la Régie Municipale du Chauffage Urbain de Villeurbanne	29
VII.2. Courrier de notification d'enlèvement de la source au Césium 137 - 1991	49
VII.3. Attestation de reprise de la source au Césium 137 - 1991	50
VII.4. Arrêté du 15 janvier 1993 – transformateur au PCB	51
VII.5. Arrêté du 15 septembre 1995 – installation de la cogénération	54
VII.6. Arrêté du 26 août 2003 – modification de l'installation	60
VII.7. 2004 – notification de cessation d'activité ICPE	89
VII.8. 06 octobre 2004 - réponse à la notification de cessation d'activité ICPE	91
VII.9. 2017 - notification de cessation d'activité ICPE – système de cogénération	92
VII.10. 01 janvier 2017 – extrait de la convention d'occupation temporaire délivré à la Métropole de Lyon	96
VII.11. 04 janvier 2017 – notification d'autorisation d'exploitation ELM	97

TABLE DES ILLUSTRATIONS :

LISTE DES FIGURES :

Figure 1 : arrêté ministériel du 5 mai 1959 (Source : Archives départementales du Rhône).....	7
Figure 2 : extrait de l'AP d'autorisation d'exploitation en date du 31/01/1985	10
Figure 3 : extrait de l'AP d'autorisation d'exploitation du 26 août 2003	13
Figure 4 : vue aérienne du site le 20 août 1947 (Source : IGN remonter le temps).....	25
Figure 5 : vue aérienne du site le 22 juin 1960 (Source : IGN remonter le temps)	25
Figure 6 : vue aérienne du site le 15 juillet 1992 (Source : IGN remonter le temps).....	26
Figure 7 : plan masse du site (Source : PV de fin d'occupation temporaire ELM, 2020)	27

LISTE DES TABLEAUX :

Tableau 1 : classement ICPE de l'installation à sa création (Source : déduit de l'AP de 1985).....	8
Tableau 2 : extrait de la fiche détaillée BASIAS de l'établissement (Source : Géorisques, 2011).....	9
Tableau 3 : classement ICPE de l'activité au 15 janvier 1993 (Source : AP d'autorisation de modification du 15/01/1993)	11
Tableau 4 : classement ICPE de l'activité au 13 septembre 1995 (Source : Arrêté concernant l'installation de cogénération du 13 septembre 1995).....	12
Tableau 5 : rubriques de la loi sur l'eau liées à l'installation de cogénération	13
Tableau 6 : classement ICPE de l'activité au 07 juillet 2004	15
Tableau 7 : classement ICPE de l'activité au 26 août 2006.....	16

I. PREAMBULE

I.1. Contexte de la mission

Dans le cadre de la cessation d'activité de la chaufferie de la Doua en vue de sa requalification en bâtiment d'enseignement et de recherche, Ingérop a été mandaté pour accompagner l'Université de Lyon dans les démarches réglementaires pour :

- La notification de la mise à l'arrêt de l'activité du site et des rubriques ICPE applicables,
- Les courriers de proposition d'usage futur à destination du dernier exploitant, du propriétaire des terrains et du maire ou du président de l'EPCI en charge de la compétence urbanisme,
- La procédure du Tiers Demandeur permettant à l'Université de Lyon de prendre en charge la réhabilitation du site en place du dernier exploitant, avec :
 - La réalisation du dossier de demande d'accord préalable du Tiers Demandeur pour définir le ou les types d'usage futur,
 - La réalisation du dossier de demande de substitution de réhabilitation à transmettre au préfet, comme Tiers Demandeur, pour se substituer au dernier exploitant pour la réhabilitation du site compatible avec le ou les usages futurs prévus.

En préalable à ces démarches réglementaires, l'analyse de la situation ICPE du site, afin de comprendre le contexte dans lequel s'insère ce projet de cessation d'activité et de requalification du site, fait partie des missions attribuées à Ingérop.

I.2. Documents analysés

L'analyse de la situation historique, objet du présent dossier, se base sur les éléments suivants :

- Envoi du 20/02/2023 :
 - La fiche BASIAS de l'établissement créée le 22/09/2011,
 - Le plan masse de la chaufferie,
 - Les études de sites et sols pollués réalisées entre 2017 et 2018 par les entreprises TESORA et DIASTARA,
 - Des échanges de courrier entre la DREAL et STLD (groupe CORIANCE),
 - Des comptes rendus de réunion entre les différents exploitants et les services de l'État (DRIRE, DREAL),
 - Les études Ingérop pour le démantèlement de la chaufferie (2019),
- Envoi du 03/03/2023 :
 - L'historique des photographies aériennes du site (1961, 1965, 1966, 1972),
 - Les dossiers de la mise en conformité du chauffage de l'ensemble de La Doua en 1982 issus des Archives Départementales,
 - Les plans de la chaufferie,
 - L'étude historique associée remise le 30 mai 2017 par le Cabinet LAMY,
 - Les notes d'estimation des coûts et de la faisabilité technique du démantèlement de la chaufferie faites par Ingérop en 2019,
- Échanges de la réunion de démarrage du 12/04/2023 (cf. CR de la réunion de démarrage),
- Envoi du 24/04/2023 :
 - Le rapport de l'IIC du 02/07/2003 et l'arrêté préfectoral du 20/08/2003 modifiant l'exploitation de la chaufferie,
 - Le retour de la DREAL du 22 juin 2015 sur le dossier de porter à connaissance de modifications mineures de la chaufferie (suppression FOD),
- Envoi du 02/05/2023 :
 - Le procès-verbal de fin d'occupation de l'installation signé par la Métropole de Lyon, la Chancellerie des Universités (Rectorat) et la société ELM en 2020,
 - Les résultats des analyses SSP (sols et eaux souterraines) effectuées en 2018,
 - Le courrier de réponse de STLD à la DREAL sur les remarques de la visite du 25/05/2016,
 - Plan RSI Intrusion,
- Envoi du 09/05/2023 :

- Les documents des permis de construire en date du 15 novembre 1965, de 1982 (PRODITH), et de 2002 (STLD),
 - Les différents échanges avec la DREAL,
 - L'arrêté préfectoral modificatif du 15/01/1993,
 - La présentation du projet sur le site de la chaufferie de juin 2022,
- Envoi du 17/05/2023 : le diagnostic déchets de 2018 (DEKRA),
- Envoi du 24/05/2023 : la note de synthèse de fin de période d'exploitation de la chaufferie par la société ELM,
- Envoi du 25/05/2023 :
 - Les fiches informations générales ICPE transmises par la DREAL,
 - Le rapport d'expertise de l'IRSN réalisé en 2017 vis-à-vis d'équipements contenant des sources radioactives (Césium 137) dans l'installation. L'attestation d'enlèvement ainsi qu'un courrier à destination de CIREA (ancien ASN) ont aussi été consultés,
- Envoi du 30/05/2023 :
 - L'ensemble des éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter de 1983,
- Envoi du 02/06/2023 :
 - Le devis d'expertise de la source radioactive par l'IRSN en 2017,
 - Le rapport d'expertise de l'IRSN réalisé en août 2017,
- Échanges de la réunion de cadrage du 02/06/2023 (cf. CR de la réunion du 02/06/2023).

II. SUCCESSION DES PROPRIETAIRES, EXPLOITANTS ET ACTIVITES DU SITE D'ETUDE

II.1. Contexte

Le présent chapitre porte sur l'étude historique du site de la Doua. Il se fonde sur les photographies aériennes, les données disponibles sur internet, la fiche BASIAS concernant la parcelle et les informations recueillies auprès de l'occupant des sites, des services de l'État et le cas échéant des collectivités. Elle ne met en œuvre ni prélèvement ni analyse.

Depuis 1868, le terrain est successivement occupé par :

- L'Armée entre 1864 et 1920 sous le nom de « grand camp ». Aucune construction n'est identifiée sur la parcelle sur les plans d'archives (<http://lerizeplus.villeurbanne.fr/>),
- L'Administration des Postes sur la période de 1920 à 1959. La parcelle est utilisée comme poste de radiotélégraphie. Aucun bâtiment n'est construit sur la parcelle,
- Le 5 mai 1959, la parcelle est cédée au Ministère de l'Éducation par arrêté ministériel. L'exploitation est confiée à :
 - la Régie Municipale du Chauffage Urbain de Villeurbanne entre 1984 et 1994,
 - La Société Lyonnaise d'Exploitation et de Chauffage (SLEC) entre 1994 et sa fermeture en décembre 1998,
 - La Société Thermique de la Doua (STLD) entre 2001 et 2016,
 - La Métropole de Lyon (ou Grand Lyon) depuis 2016, au travers de l'entreprise ELM agissant en tant que délégataire (DSP) jusqu'en 2020.

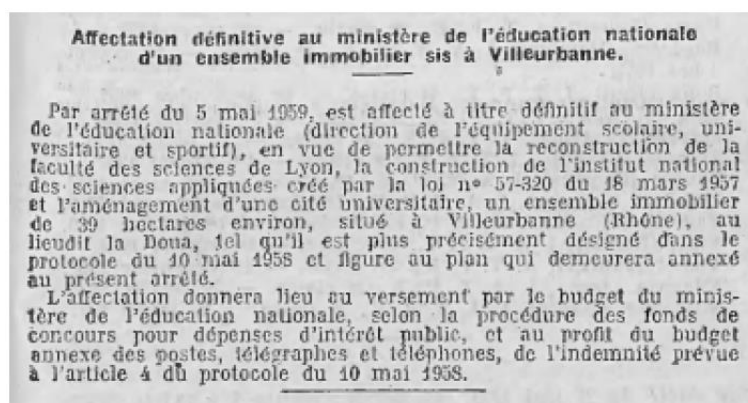


Figure 1 : arrêté ministériel du 5 mai 1959 (Source : Archives départementales du Rhône)

II.2. 1959 - 1984 : Ministère de l'Éducation

II.2.1. Création de l'installation (1959)

Sur la parcelle étudiée, le Ministère de l'Éducation a construit dès 1959 un bâtiment (le bâtiment actuel) destiné à la chaufferie de La Doua. D'après le dossier de demande d'autorisation, réalisé par la Régie Municipale du Chauffage Urbain de Villeurbanne en 1983 en préparation de la reprise de l'exploitation et de l'inventaire de l'ensemble inter-universitaire (EIU) de la Doua de 1982, la centrale fonctionnait exclusivement au charbon et était capable de délivrer une puissance cumulée de 77 MW.

Elle était composée de

- 5 chaudières à charbon : 2 de 28 MW et 3 de 7 MW,
- Des espaces souterrains destinés au stockage du charbon d'une capacité de 1 200 t,
- D'un espace dédié aux silos d'évacuation des mâchefers.

Selon les dispositions réglementaires existantes en 1959, à savoir le décret impérial du 15 octobre 1810 relatif aux Manufactures et Ateliers qui répandent une odeur insalubre ou incommode, à l'origine de la réglementation sur les ICPE et la Loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, les installations étaient divisées en 3 classes.

Ainsi, la chaufferie de La Doua doit disposer depuis le démarrage de son exploitation d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation. Cependant, cet arrêté initial ne nous a pas été transmis.

Tableau 1 : classement ICPE de l'installation à sa création (Source : déduit de l'AP de 1985)

Désignation des installations	Volume des activités et des stockages	Rubriques (équivalence actuelle)	Classement
<u>Installation de combustion :</u> Capable de consommer une quantité de combustible représentant en pouvoir calorifique inférieur, une puissance de ... composée comme suit : 1 générateur gaz puissance ... 2 générateurs charbon de puissance unitaire ... 2 générateurs charbon de puissance unitaire ...	91 000 th/h 7 000 th/h (8 MW)* 28 500 th/h (38,5 MW)* 13 500 th/h (17,8 MW)*	153 bis-1 (2910 A1)	A
<u>Dépôt de charbon :</u> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t 2. Supérieure ou égale à 50 tonnes mais inférieure à 500 tonnes	1 200 tonnes	1 520-1 (1450)	A

*Les puissances en MW sont issues du courrier émis par la DRIRE en date du 02/07/2003

II.2.2. Changement de chaudière avant 1982

Une des chaudières à charbon est remplacée par une chaudière à gaz d'une puissance équivalente de 7 MW avant l'année 1982. En l'absence de changement de régime à la suite de cette modification, la date de modification est inconnue. Aucun arrêté préfectoral lié à ce changement ne nous a été transmis.

II.2.3. Renouvellement des circuits de distribution (1982 - 1985)

Sur cette période, l'ensemble du domaine universitaire souhaite remplacer son circuit de distribution de la chaleur en passant d'un régime « haute température - haute pression » (180/140°C) à « basse température – basse pression » (109/70 °C). La chaufferie doit ainsi s'adapter et s'équipe entre 1982 et 1985 :

- d'une station principale d'échange en chauffage composée :
 - d'une batterie d'échange : 4 groupes d'échangeurs d'une puissance unitaire de 9;3 MW (8000 th/h),
 - de nouvelles pompes d'alimentation des réseaux et de dispositifs de comptage,
- de la transformation des sous-stations haute pression en sous stations de mélange,
- de la modification des réseaux secondaires.

De plus, une chaudière au charbon 28 MW est remplacée par une chaudière « à lit fluide ». Ce type de dispositif ne modifie pas la nature de l'installation mais permet de piéger une partie importante du soufre et de réduire les émissions de SO₂ de 50%.

La capacité de stockage de charbon est passée de 1 200 tonnes à 3 000 tonnes sur cette période.

Selon la fiche BASIAS de l'établissement, disponible en ligne à l'adresse <https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/basias-detaillee/RHA6909803>, et l'arrêté préfectoral en date du 31 janvier 1985, l'installation fait l'objet au 31 janvier 1985 d'une modification de ses activités d'abord pour l'augmentation de la capacité de stockage de charbon (1200 t → 3 000 t), ensuite pour

les modifications sur les installations de production d'énergie et pour l'utilisation de source radioactive et stockage de substances radioactives.

Les régimes de classement relatifs aux activités de stockage du charbon et aux installations de combustion (rubriques 153bis et 1520) sont inchangés à la suite de ces modifications.

Une autorisation d'exploitation pour une source radioactive au Césium 137 est délivrée à la Régie Municipale du Chauffage Urbain de Villeurbanne le 31 janvier 1985 (Cf.1985 - 1994 : Régie Municipale du Chauffage Urbain de Villeurbanne). Elle est applicable au titre de la rubrique 385 quater sous le régime de la Déclaration.

Tableau 2 : extrait de la fiche détaillée BASIAS de l'établissement
(Source : Géorisques, 2011)

N° activité	Libellé activité	Code activité	Date début (*)	Date fin (*)	Importance	groupe SEI	Date du début	Ref. dossier	Autres infos
1	Centrale électrique thermique	D35.41Z	01/01/1959		Autorisation	1er groupe	DCD=Date connue d'après le dossier	AD69_1991W01-02, APR69_0404-B105-03	Voir Synthèse Historique
2	Stockage de charbon	V89.02Z	01/01/1959		Autorisation	3ième groupe	DCD=Date connue d'après le dossier	AD69_1991W01-02	Dépôt de charbon de moins de 3000 tonnes
3	Utilisation de sources radioactives et stockage de substances radioactives (solides, liquides ou gazeuses)	C24.47Z	31/01/1985		Déclaration	3ième groupe	AP=Arrêté préfectoral	AD69_1991W01-02	Utilisation de sources radioactives scellées du césium 137 (200 mci)
4	Centrale électrique thermique	D35.41Z	31/01/1985		Autorisation	1er groupe	AP=Arrêté préfectoral	AD69_1991W01-02 et APR69_9606-B01	Voir Synthèse Historique
5	Stockage de charbon	V89.02Z	31/01/1985		Autorisation	3ième groupe	AP=Arrêté préfectoral	AD69_1991W01-02	Dépôt de charbon de moins de 3000 tonnes
6	Transformateur (PCB, pyralène, ...)	D35.44Z	15/01/1993		Déclaration	1er groupe	DCD=Date connue d'après le dossier	APR69_0404-B105-03	Transformateur au PCB (1728L)
7	Centrale électrique thermique	D35.41Z	07/11/1994		Déclaration	1er groupe	RD=Récépissé de déclaration	APR69_9601-B24-17109	Installation de cogénération, comprenant une installation de combustion et une installation de compression de fluides inflammables

II.3. 1985 - 1994 : Régie Municipale du Chauffage Urbain de Villeurbanne

Au 31 janvier 1985, la Régie Municipale du Chauffage Urbain de Villeurbanne est autorisée par arrêté préfectoral à exploiter une installation de combustion et un dépôt de charbon à Villeurbanne. L'arrêté d'autorisation d'exploitation délivré à la Régie Municipale du Chauffage Urbain de Villeurbanne, disponible en annexe VII.1 à la page 29 indique que la Régie Municipale du Chauffage Urbain de Villeurbanne est autorisée à exploiter les installations suivantes :

1. La Société REGIE MUNICIPALE DE CHAUFFAGE URBAIN DE VILLEURBANNE dont le siège est 29, rue Paul Verlaine à VILLEURBANNE, est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de VILLEURBANNE, dans l'enceinte de son établissement "Centrale Thermique de la DOUA" - Boulevard Einstein - VILLEURBANNE, les installations suivantes :

DESIGNATION DES INSTALLATIONS	VOLUME DES ACTIVITES ET DES STOCKAGES	RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE	A ou D
<u>Installation de combustion</u> Capable de consommer une quantité de combustible représentant, en pouvoir calorifique inférieur, une puissance de	91 000 th/h	153 bis 1°	A
composée comme suit :			
• 1 générateur gaz puissance	7 000 th/h		
• 2 générateurs charbon de puissance unitaire	28 500 th/h		
• 2 générateurs charbon de puissance unitaire	13 500 th/h		
<u>Dépôt de charbon</u>	300 tonnes	225 1°	A
<u>Substances radioactives sous forme de sources scellées</u>	200 mCi de radio-éléments du groupe II	385 quater 2° b	D

Figure 2 : extrait de l'AP d'autorisation d'exploitation en date du 31/01/1985

II.3.1. Évacuation de la source radioactive - Césium 137 (1991)

Au 24 juillet 1991, la source radioactive au Césium 137, présente au droit d'un convoyeur à charbon et permettant la pesée en continu dans l'installation, est enlevée par l'entreprise « RAMSEY engineering ». (Cf. VII.3 Attestation de reprise de la source au Césium 137 - 1991 à la page 50).

Un courrier en date du 01 octobre 1991, à destination de CIREA (aujourd'hui l'Autorité de Sûreté Nucléaire ASN) met fin à l'application de la rubrique 385 bis (Déclaration) pour l'établissement. (Cf. VII.2 Courrier de notification d'enlèvement de la source au Césium 137 - 1991 à la page 49).

II.3.2. Transformateur PCB (1993)

Au 15 janvier 1993, la Régie Municipale du Chauffage Urbain de Villeurbanne, exploitant du site à cette date, ajoute un transformateur au PCB à l'installation existante. Ces installations sont aujourd'hui interdites et ont été retirées progressivement depuis 2017.

Cette modification est autorisée par l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1993 disponible annexe VII.4 à la page 51. À cette date, le classement ICPE de l'activité est le suivant :

Tableau 3 : classement ICPE de l'activité au 15 janvier 1993

(Source : AP d'autorisation de modification du 15/01/1993)

Désignation des installations	Volume des activités et des stockages	Rubriques (équivalence actuelle)	Classement
<u>Installation de combustion :</u> Capable de consommer une quantité de combustible représentant en pouvoir calorifique inférieur, une puissance de ... composée comme suit : <ul style="list-style-type: none"> • 1 générateur gaz puissance ... • 2 générateurs charbon de puissance unitaire • 2 générateurs charbon de puissance unitaire 	91 000 th/h (114,4 MW)* 7 000 th/h (8 MW)* 28 500 th/h (38,5 MW)* 13 500 th/h (17,8 MW)*	153 bis-1 (2910 A1)	A
<u>Dépôt de charbon :</u> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 500 (A) 2. Supérieure ou égale à 50 tonnes mais inférieure à 500 tonnes (D) 	3 000 tonnes	1 520-1 (1450)	A
<u>Appareils contenant du PCB :</u> 4 transformateurs représentant au total ...	1 728 L de diélectrique	355 A	A

*Les puissances en MW sont issues du courrier émis par la DRIRE en date du 02/07/2003

II.4. 1994 - 1998 : Société Lyonnaise d'Exploitation et de Chauffage

En 1994, la Régie Municipale du Chauffage Urbain de Villeurbanne change de nom pour devenir la Société Lyonnaise d'Exploitation et de Chauffage (SLEC). À cette date, l'exploitant inscrit sur les AP d'autorisation et de modification est la SLEC.

II.4.1. Installation du système de cogénération (1995)

Au 13 septembre 1995, la SLEC est autorisée par arrêté préfectoral (Cf. annexe VII.5 à la page 54), à exploiter une installation de cogénération soumise au régime ICPE de la déclaration selon l'ancienne rubrique 361-A.

Ce système permet de récupérer l'énergie thermique en plus de l'énergie mécanique issue des chaudières. La puissance totale de l'installation de cogénération était de 8 MW.

Pour le fonctionnement de cette activité, deux cuves d'huiles et un système de refroidissement par circulation d'eau ont été installés sur le site. Ce système était alimenté par la nappe d'accompagnement du Rhône au travers de deux puits (captage et rejet). Les quantités et débits étaient respectivement limités à 400 000 m³/an et 100 m³/h.

Tableau 4 : classement ICPE de l'activité au 13 septembre 1995
(Source : Arrêté concernant l'installation de cogénération du 13 septembre 1995)

Désignation des installations	Volume des activités et des stockages	Rubriques (équivalence actuelle)	Classement
<u>Installation de combustion :</u> Capable de consommer une quantité de combustible représentant en pouvoir calorifique inférieur, une puissance de ... composée comme suit : <ul style="list-style-type: none"> 1 générateur gaz puissance ... 2 générateurs charbon de puissance unitaire 2 générateurs charbon de puissance unitaire 	91 000 th/h (114,4 MW)* 7 000 th/h (8 MW)* 28 500 th/h (38,5 MW)* 13 500 th/h (17,8 MW)*	153 bis-1 (2910 A1)	A
<u>Dépôt de charbon :</u> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : <ol style="list-style-type: none"> Supérieure ou égale à 500 (A) Supérieure ou égale à 50 tonnes mais inférieure à 500 tonnes (D) 	3 000 tonnes	1 520-1 (1450)	A
<u>Appareils contenant du PCB :</u> 4 transformateurs représentant au total ...	1 728 L de diélectrique	355 A (Supprimé)	A
<u>Réfrigération ou compression (installation de) fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar :</u> A Comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques 2. Si la puissance absorbée est supérieure à 20 kilowatts mais inférieure ou égale à 300 kilowatts.	75 MW	361 A (2920)	D

*Les puissances en MW sont issues du courrier émis par la DRIRE en date du 02/07/2003

Tableau 5 : rubriques de la loi sur l'eau liées à l'installation de cogénération

N° de la rubrique	Désignation de la rubrique
2.1.0	Prélèvement et installations permettant le prélèvement du débit global dans un cours d'eau ou sa nappe d'accompagnement
1.3.1	Réinjection dans une même nappe des eaux prélevées pour la géothermie

NB : La rubrique relative à la source radioactive ne figure pas dans l'AP d'autorisation pour le système de cogénération. L'information quant à cet équipement semble perdue sur cette période.

II.5. 2001 - 2017 : Société Thermique La Doua (groupe Gaz de France)

Selon un avis de la DRIRE en date du 02 juillet 2003, à la suite de la fermeture de la SLEC le 21 décembre 1998, l'exploitation de la chaufferie de La Doua, propriété du Rectorat de Lyon, a été concédée à la Société Thermique La Doua (STLD), filiale locale de CORIANCE (groupe Gaz de France), le 15 septembre 2001 jusqu'au 31 décembre 2016.

II.5.1. 2003 - 2004 : Remplacement des installations au charbon

La STLD est autorisée, par arrêté préfectoral du 26 août 2003, à exploiter une chaufferie mixte gaz/fioul domestique de 39 MW (cf. VII.6 à la page 60). Cette demande répond à la volonté de remplacer, en partie, les systèmes fonctionnant au charbon.

Ici, l'arrêté d'autorisation d'exploitation concerne uniquement les rubriques ICPE relatives aux activités d'installations de combustion (2910-A1 depuis 1996) et au stockage de liquides inflammables (1432-2b) pour les chaufferies fiouls qui sont anticipées.

Aucune mention n'est faite des autres activités vues précédemment et qui n'ont pas été arrêtées.

1. La société Société Thermique de La Doua (STLD) est autorisée à exploiter, sur le site de la chaufferie de la Doua sis 10 avenue Albert Einstein à Villeurbanne, les installations répertoriées dans le tableau suivant :

Rubrique	Désignation des installations classées	Nature et volumes des activités	Régime
2910 - A - 1	Installations de combustion, la puissance thermique maximale installée (cumul des puissances installées) exprimée en PCI de combustible consommé étant de 39 MW	Chaudières mixtes (gaz naturel - FOD*) : - 1 x 5,6 MW (ch. n°1) - 2 x 16,7 MW (ch. n°2 et n°3)	A
1432 - 2 - b	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430, la capacité totale équivalente étant de 12 m ³	Réservoirs enterrés double enveloppe : - 3 x 100 m ³ (cat. C - FOD)	D

* FOD : fioul domestique.

Figure 3 : extrait de l'AP d'autorisation d'exploitation du 26 août 2003

Les travaux, réalisés entre 2003 et 2004, comportent :

- le démantèlement de deux chaudières charbon dans l'emplacement actuel de la chaufferie gaz,
- le démantèlement de la chaudière gaz naturel de 8 MW,
- le démantèlement des annexes liées aux deux chaudières charbon démantelées,
- l'installation de trois nouvelles chaudières gaz naturel (2 x 16,7 MW + 5,6 MW).

Il convient de préciser que les chaudières CH4 et CH5 (les 2 chaudières charbon) sont conservées sur site mais isolées.

Le 07 juin 2004, le gestionnaire de l'installation (STLD) notifie la DREAL de l'arrêt définitif d'une partie de ses activités et le changement de classement pour plusieurs rubriques ICPE. Ce courrier concerne les rubriques suivantes :

- Rubrique 1520 : stockage de charbon → régime de l'autorisation (*arrêt de la rubrique*)
- Rubrique 2910 : installation de production thermique → régime de l'autorisation (*modification de la rubrique*)
- Rubrique 355 A : transformateur aux PCB → régime de l'autorisation. (*arrêt de la rubrique*)

Pour rappel, à cette date, la procédure de cessation d'activité des installations classées est réglementée par le décret n°77-1133 du 21 septembre 1997 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Selon l'article 34-1, la procédure de cessation d'activité s'effectue en plusieurs étapes :

- Notification de la mise à l'arrêt de l'activité de la part de l'exploitant au préfet trois mois avant l'arrêt définitif de celle-ci (cf.VII.7 à la page 89). Cette notification indique les mesures prises pour assurer la mise en sécurité du site et notamment :
 - L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et les déchets présents sur site,
 - La dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
 - L'insertion du site de l'installation dans son environnement,
 - En cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.
- Le préfet consulte le maire de la commune concernée. En l'absence d'observation dans le délai d'un mois, son avis est réputé favorable (cf.VII.8 à la page 91),
- Lorsque les travaux prévus pour la cessation d'activité sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet (*Document manquant*),
- L'inspecteur des installations classées constate la conformité des travaux par un procès-verbal (PV) de récolement qu'il transmet au préfet. (*Document manquant*).

Au vu des informations récoltées auprès de la Métropole de Lyon et de l'état actuel du site, il apparaît que la procédure de cessation d'activité n'a pas été complétée pour les rubriques suivantes :

- Rubrique 1520 (stockage de charbon) : La mise en sécurité de cette activité n'est pas complète l'enlèvement des produits et déchets relatifs à cette activité n'ayant pas été constaté. À défaut de ce constat, la rubrique 1520 est toujours applicable,
- Rubrique 335 A (transformateur au PCB) : un document en date de 2006 indique l'évacuation des équipements du transformateur. La rubrique est à minima encore applicable jusqu'à cette date.
- Rubrique 2910 (installation de production thermique) : cette activité est seulement modifiée lors de cette phase. Elle reste soumise à autorisation selon l'arrêté du 26 août 2003.

Il est possible que la visite par un inspecteur des installations classées n'ait jamais été réalisée. Une recherche du PV de récolement est en cours. En l'absence de ce document, les rubriques ICPE citées ci-dessus sont considérées comme encore applicables.

Dans l'éventualité où la visite n'ait pas été faite, aucune des rubriques n'est actuellement arrêtée. Le classement de la chaufferie en date du 07 juillet 2004 est le suivant :

Tableau 6 : classement ICPE de l'activité au 07 juillet 2004

Désignation des installations	Volume des activités et des stockages	Rubriques (équivalence actuelle)	Classement
<u>Installation de combustion :</u> Capable de consommer une quantité de combustible représentant en pouvoir calorifique inférieur, une puissance de ... composée comme suit : <ul style="list-style-type: none"> • 2 générateurs au gaz naturel d'une puissance unitaire de ... • 1 générateur au gaz naturel d'une puissance unitaire de ... 	40 MW 16,7 MW 5,6 MW	2910 A1	A
<u>Dépôt de charbon :</u> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 500 (A) 2. Supérieure ou égale à 50 tonnes mais inférieure à 500 tonnes (D) 	3 000 tonnes	1450	A
<u>Appareils contenant du PCB :</u> 4 transformateurs représentant au total ...	1 728 L de diélectrique	355 A (Supprimé)	A
<u>Réfrigération ou compression (installation de) fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar :</u> A Comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques 2. Si la puissance absorbée est supérieure à 20 kilowatts mais inférieure ou égale à 300 kilowatts.	75 MW	2920	D
<u>Stockage en réservoir manufacturés de liquides inflammables</u> visés à la rubrique 1430, la capacité totale équivalente étant de 12 m ³	3 x 100 m ³	1432 2b	D

II.5.2. 2006 : Arrêt du système de cogénération

En date du 01 avril 2006, la STLD met à l'arrêt son système de cogénération et procède à l'évacuation des équipements liés au transformateur au PCB. Aucun document notifiant l'arrêt de l'activité ICPE n'est émis de la part de l'exploitant au préfet à cette date. Ainsi, bien que l'activité conditionnant la rubrique 2920 soit à l'arrêt, cette dernière est toujours applicable.

Un document CERFA en date du 09 juin 2017, émis par le Rectorat de l'Académie de Lyon (propriétaire des terrains au moment de l'arrêt de l'exploitation), notifie la cessation d'activité pour le système de cogénération. Avant cette date, le classement ICPE de l'installation reste inchangé (cf. Tableau 6 : classement ICPE de l'activité au 07 juillet 2004).

Le démantèlement et l'évacuation du système de cogénération ont été réalisés en 2017.

II.5.3. 2006 : caducité de l'AP d'autorisation pour les stockages de fioul

En application de l'article R.512-38 du Code de l'environnement en vigueur en 2006, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de 3 ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives.

En l'absence de mise en place des stockages enterrés de fioul anticipés par l'AP d'autorisation du 26 août 2003, la rubrique relative à ces installations n'est plus applicable.

Tableau 7 : classement ICPE de l'activité au 26 août 2006

Désignation des installations	Volume des activités et des stockages	Rubriques (équivalence actuelle)	Classement
<u>Installation de combustion :</u> Capable de consommer une quantité de combustible représentant en pouvoir calorifique inférieur, une puissance de ... composée comme suit : <ul style="list-style-type: none"> • 2 générateurs au gaz naturel d'une puissance unitaire de ... • 1 générateur au gaz naturel d'une puissance unitaire de ... 	40 MW 16,7 MW 5,6 MW	2910 A1	A
<u>Dépôt de charbon :</u> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 (A) 2. Supérieure ou égale à 50 tonnes mais inférieure à 500 tonnes (D)	3 000 tonnes	1450	A
<u>Appareils contenant du PCB :</u> 4 transformateurs représentant au total ...	1 728 L de diélectrique	355 A (Supprimé)	A
<u>Réfrigération ou compression (installation de) fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar :</u> A Comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques 2. Si la puissance absorbée est supérieure à 20 kilowatts mais inférieure ou égale à 300 kilowatts.	75 MW	2920	D

*Les rubriques grisées sont considérées par tous comme arrêtées.

Précisons qu'entre 2006 et 2016, aucune évolution ne nous est indiquée comme ayant entraînée un changement dans le classement ICPE du site.

II.6. 2017 à nos jours : Métropole de Lyon

II.6.1. 2016 – 2017 : Désignation de l'exploitant (ELM)

a. Responsabilité de la Métropole de Lyon

Au terme du contrat d'exploitation délivré à la STLD le 31/12/2016, la Chancellerie des Universités (propriétaire des terrains) signe une convention d'autorisation d'occupation temporaire (AOT) pour la Métropole de Lyon (cf. VII.10 à la page 96).

Signée le 05 janvier 2017, elle autorise la Métropole de Lyon à occuper les parcelles de la chaufferie de La Doua afin :

- D'y amener ses moyens utiles à l'exploitation de l'équipement,
- De réaliser des travaux nécessaires à l'interconnexion avec le réseau métropolitain.

La durée de l'autorisation est définie entre le 01 janvier 2017 pour se terminer au premier de ces deux termes :

- 31 décembre 2020,
- La fin d'utilisation de l'équipement.

Pour information, une seconde convention d'occupation est signée entre la Chancellerie des Universités et la Métropole de Lyon au 17 février 2017. Elle confie l'occupation des « parcelles formant le campus » à la Métropole de Lyon sur la période du 1^{er} janvier /2017 au 31 décembre 2086 ou, pour certaines parcelles, listées dans une annexe, situées à l'Ouest du campus (zone AB et AD au cadastre de Villeurbanne), au 1^{er} décembre 2064.

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2017, la Métropole de Lyon est occupant temporaire de la parcelle de la chaufferie de la Doua.

b. Déléataire ELM

En anticipation de la convention d'occupation temporaire signée entre la Chancellerie des Universités et la Métropole de Lyon, la société ELM (groupe DALKIA) et la Métropole de Lyon ont signé, en date du 06 octobre 2016, un contrat de Délégation du Service Public.

Ce contrat désigne la société ELM en tant que délégataire et lui confie la charge de l'ensemble des obligations de la Métropole de Lyon telles qu'elles résultent du protocole d'accord entre la Métropole de Lyon et la Chancellerie des Universités. Ce contrat est défini sur la même période que la convention d'autorisation temporaire délivrée à la Métropole de Lyon.

Selon le PV de restitution des installations émis en 2020 à la fin de la convention AOT et le protocole d'accord signé entre la Métropole de Lyon et ELM, l'ensemble des ouvrages, équipements et installations est restitué à la Chancellerie des Universités sans obligation de remise en état.

Vis-à-vis de l'exploitation, conformément aux dispositions de l'article R512-68 du Code de l'environnement pour des installations classées pour la protection de l'environnement relatives au changement d'exploitant, un courrier est émis par la Direction Départementale de la Protection de Population (DDPP) à l'attention de la société ELM, pour transfert des activités exercées par le STLD auparavant sur la parcelle de la chaufferie.

Ce courrier est disponible au chapitre « VII.11 04 janvier 2017 – notification d'autorisation d'exploitation ELM ».

A partir de cette date, l'exploitation ainsi que les obligations relatives à l'exploitation sont à la charge de la société ELM.

II.6.2. Évacuation et cessation d'activité pour le système de cogénération

Un document CERFA en date du 09 juin 2017, émis par le Rectorat de l'Académie de Lyon (propriétaire des terrains au moment de l'arrêt de l'exploitation), notifie la cessation d'activité pour le système de cogénération.

Le démantèlement et l'évacuation du système de cogénération ont été réalisés en 2017.

Ainsi, le régime de déclaration de la rubrique 2920 relative aux installations de « réfrigération ou compression (installation de) fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar » est arrêté à cette date. Le classement du site à cette date est identique au classement actuel de l'installation (cf. III.4 Classement ICPE actuel à la page 24).

II.6.3. 2020 : Fin de période d'exploitation ELM

Par un courrier en date du 10 décembre 2020, la société ELM a notifié le préfet de la fin de période d'exploitation par le délégataire pour le 31 décembre 2020. Ce courrier précise que l'installation est mise à l'arrêt par la société ELM qui procède :

- A la mise en sécurité du site (évacuation des produits dangereux et des déchets, interdiction d'accès au site, suppression des risques d'incendie et d'explosion),
- A la consignation des réseaux de gaz et d'électricité à l'exception d'une alimentation en 220 V pour l'éclairage et les dispositifs de sécurité du site,
- Au maintien d'un dispositif de clôture pour empêcher l'intrusion de véhicules ou de personnes,
- A la résiliation de l'ensemble des contrats d'approvisionnement et de livraison de gaz souscrits.

Selon ELM, à la suite de ce courrier : *« Il appartiendra donc à la Chancellerie des Universités de déclarer le nouvel exploitant de la chaufferie ou de procéder à la cessation d'activité si elle le souhaite. »*

III. SYNTHÈSE DE L'HISTORIQUE DU SITE

III.1. Hypothèses et documents manquants

L'étude historique, basée sur les documents fournis par l'Université de Lyon et les informations disponibles en ligne (cf. I.1 Contexte de la mission), est à compléter par avec les éléments suivants :

- L'AP d'autorisation d'exploitation à la création de la chaufferie. Cet AP doit spécifier le classement initial de l'installation ainsi que le nom du premier exploitant. En l'absence de cet AP, et au vu du permis de construire délivré au Ministère de l'Éducation le 17/09/1965, ce dernier est considéré comme le premier exploitant du site jusqu'en 1984.
- L'AP de modification de l'installation pour le remplacement d'une des chaudières au charbon par une chaudière gaz avant 1982.
- L'AP de modification de l'installation dans la période de 1982 à 1985 pour le renouvellement des circuits de distribution et l'AP d'autorisation pour l'équipement d'une des trémies d'un dispositif utilisant des substances radioactives (Césium 137).
- L'AP de changement d'exploitant en date du 07/01/1994 autorisant la Société Lyonnaise d'Exploitation et de Chauffage (SLEC) à exploiter le site.
- L'AP de changement d'exploitant en date du 21/12/1998 autorisant la Société Thermique La Doua (STLD) à exploiter le site.
- Le procès-verbal produit à la suite de la cessation des activités de production thermique à partir de charbon, de stockage de charbon et de suppression des transformateurs PCB. Le cas échéant, les rubriques sont considérées comme non-arrêtées et devront faire l'objet d'une régularisation au même titre que les activités récentes.

En l'absence de ces AP, plusieurs informations pourraient être imprécises ou incorrectes notamment vis-à-vis du classement ICPE actuel. En effet, les procédures de cessation des activités de stockage de charbon et de transformateurs au PCB soumises à autorisation conditionnent le classement actuel de l'installation. En l'absence de document attestant la cessation de ces activités, ces rubriques sont considérées non-arrêtées.

III.2. Synthèse des activités du site

Activités	Code activité	Date début	Rubrique ICPE (régime)
Gestionnaire : Ministère de l'Éducation (05/05/1959 – nos jours)			
Exploitant : Régie Municipale du Chauffage Urbain de Villeurbanne (05/05/1959 – 31/01/1985)			
Construction de la centrale de production électrique avec 5 chaudières à charbon : <ul style="list-style-type: none"> 3 x 28 MW 2 x 7 MW 	D35.41Z	01/01/1959	153 bis (Autorisation)
Stockage de charbon d'une capacité de 1 200 tonnes	V89.02Z	01/01/1959	1520 (Autorisation)
<u>1^{ère} Modification de l'installation :</u> <ul style="list-style-type: none"> Renouvellement des circuits de distribution, Apparition de la source au Césium 137, Remplacement d'une chaudière charbon par une chaudière au gaz naturel (7 MW), Augmentation de la capacité du stockage de charbon à 3 000 tonnes. 		1984	385 quater 2 b (Déclaration) Source radioactive
Exploitant : Régie Municipale du Chauffage Urbain de Villeurbanne (31/01/1985 – 07/11/1994)			
Évacuation de la source au Césium 137		01/10/1991	385 quater (Déclaration)
Installation d'un transformateur au PCB	D35.44Z	15/01/1993	355 (Autorisation)
Changement de nom : SLEC (07/11/1994 – 21/12/1998)			
Installation d'un système de cogénération, comprenant une installation de combustion et une installation compression de fluides inflammables	D35.41Z	07/11/1994	2920 (Déclaration)
Exploitant : STLD (21/12/1998 - 21/12/2016)			
<u>2^{ème} modification de l'installation :</u> Mise à l'arrêt des activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> Centrale à charbon, Stockage de charbon, Suppression des transformateurs PCB. & Installation de 3 centrales au gaz naturel (40 MW)	D35.41Z V89.02Z D35.44Z D35.41Z	07/06/2004	Les rubriques ICPE 1520 et 355 ne sont pas arrêtées en attente de l'évacuation des éléments et le passage de l'inspection des installations classées. La rubrique 2910 (153 bis) est applicable sous le même régime avec les centrales au gaz naturel.
Mise à l'arrêt de l'unité de cogénération & Évacuation des éléments du transformateur au PCB	D35.41Z C24.47Z	01/04/2006	L'arrêté de cessation de l'activité de cogénération (2920) n'est émis qu'en 2017 à la reprise de l'exploitation par la Métropole de Lyon
Occupant temporaire : Métropole de Lyon (01/01/2017 – Aujourd'hui)			
Exploitant délégataire : ELM (01/01/2017 - 10/12/2020)			
Mise à l'arrêt complet de l'installation : <ul style="list-style-type: none"> Interdiction d'accès au site, Suppression des risques d'incendie et d'explosion, Définition des mesures de gestion des pollutions du sol et des éventuelles pollutions des eaux souterraines. 		10/12/2020	Fin de contrat au 10 décembre 2020 pour ELM. La procédure de cessation d'activité n'a pas été réalisée à ce jour.
Exploitant : Non défini (10/12/2020 – Aujourd'hui)			

III.3. Historique du classement ICPE de l'installation

À partir de l'étude historique et des arrêtés préfectoraux (AP) reçus de la part de l'Université de Lyon, le classement ICPE actuel de l'installation a pu être déterminé.

Il apparaît que certaines installations comme les chaudières à charbon et leurs activités annexes (espaces de stockage), bien que stoppées depuis 2006, n'ont pas fait l'objet de procédures de cessation d'activité ICPE. Ainsi, dans le cadre de la remise en état du site, la demande de notification de mise à l'arrêt des activités ICPE concerne l'ensemble des rubriques présentées dans le tableau ci-dessous. Ces dernières ont été identifiées au regard des éléments disponibles sur les démarches effectivement mises en place.

Selon cette analyse et en attente d'éventuels AP complémentaires ayant arrêté des rubriques, l'installation serait encore soumise aux régimes suivants :

Installation	Rubrique ICPE (v53 mars 2023)	Intitulé de la rubrique	Régime actuel	Historique de la rubrique	Classement historique	Commentaires	Date d' l'AP
Chaudières	2910 A1	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E) 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC) 	A	<p>Rubrique initiale : 153 bis (combustion) <u>supprimée</u> 11/03/1996</p> <p>Rubrique remplacée par 2910 <u>Création :</u> 11/03/1997 <u>Modification :</u> 08/06/2006 28/04/2010 26/07/2010 de 2011 14/12/2013 19/05/2016 2018 2020 2021</p>	<p>Régime initial sous le 153 bis : Autorisation</p> <p>Régime après 1996 : Autorisation</p> <p>Régime après 2018 : Enregistrement</p>	<p>La capacité ainsi que le type de chaudière ont été régulièrement modifiés durant la période d'exploitation avec initialement 5 chaudières à charbon puis un mixte charbon gaz (1982) et enfin une installation entièrement gaz (2006).</p> <p>Ces modifications n'ont pas changé le classement ICPE de l'installation avant 2018.</p> <p>En 2018, une modification de la nomenclature ICPE fait changer le régime de cette rubrique de l'autorisation vers l'enregistrement. Aucune procédure n'a été réalisée pour régulariser cette transition.</p> <p>La fin d'exploitation a été signalée par ELM au 10 décembre 2020.</p>	<p><u>Autorisation d'exploitation :</u> 01/01/1959 AP non reçu</p> <p><u>Modification de l'activité :</u> 31/01/1985,</p> <p><u>Modification de l'activité :</u> 03/06/2003</p>

Installation	Rubrique ICPE (v53 mars 2023)	Intitulé de la rubrique	Régime actuel	Historique de la rubrique	Classement historique	Commentaires	Date d' l'AP
PCB	Pas de rubrique dans la nomenclature actuelle	Aucune rubrique actuelle	Non défini	Rubrique initiale : 355 A <u>Suppression :</u> 11/06/1996 Rubrique remplacée par 1180 <u>Création :</u> 11/03/1196 <u>Modification :</u> 30/06/2004 <u>Suppression :</u> 27/12/2013	Régime sous la 355 A : Autorisation (fiche BASIAS) Régime initial sous la 1180 Non défini	Cette activité, créée en 1993 et arrêtée en 2004, n'a jamais fait l'objet d'une cessation d'activité complète: Conformément au décret n°77-1133 du 21 septembre 1997, une notification de cessation d'activité a été envoyée au préfet. Une réponse positive de la part du préfet est émise mais les équipements ne sont évacués qu'en 2007. Le procès-verbal notifiant le passage de l'inspecteur des installations classées est à ce jour manquant. Cette activité ne peut pas être considérée comme arrêtée.	<u>Autorisation d'exploitation :</u> en date du 15/01/1993, <u>Cessation' de l'activité :</u> 07/06/2004
Césium 137	1716	Substances radioactives mentionnées à la rubrique 1700 autres que celles mentionnées à la rubrique 1735, dont la quantité totale est supérieure à 1 tonne et pour lesquelles les conditions d'exemption mentionnées au 1° du ' de l'article R. 1333-106 du Code de la santé publique ne sont pas remplies. 1. Les substances radioactives ne sont pas uniquement d'origine naturelle et la valeur de QNS est égale ou supérieure à 104. (A) 2. Les substances radioactives sont uniquement d'origine naturelle ou la valeur de QNS est égale ou supérieure à 1 et strictement inférieure à 104. (D)	?	Rubrique initiale : 385 <u>quater</u> <u>Suppression :</u> 11/03/1996 <u>Rubrique remplacée par</u> 17xx <u>Création :</u> 11/03/1196 Modification : 31/05/2006 12/12/2014 04/06/2018	Régime sous la 355 bis : Déclaration (Fiche BASIAS) Régime sous la 1716 : Non défini	La source radioactive est évacuée en 1991. Des documents émis par l'IRSN confirment son enlèvement en 1991.	<u>Autorisation d'exploitation :</u> en date du 31/01/1985, <u>Cessation de l'activité :</u> Notification en date du 01/10/1991

Installation	Rubrique ICPE (v53 mars 2023)	Intitulé de la rubrique	Régime actuel	Historique de la rubrique	Classement historique	Commentaires	Date d' l'AP
Stockage charbon	4801	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t (A) 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t (D)	A	Rubrique initiale : 1520 <u>création :</u> 04/07/1992 <u>Modification :</u> 27/11/1997 <u>Suppression :</u> 03/03/2014 Rubrique remplacé par : 4801	Régime initial sous la 1520 : Autorisation	Cette activité, arrêtée en 2004, n'a jamais fait l'objet d'une cessation d'activité complète. Conformément au décret n°77-1133 du 21 septembre 1997, une notification de cessation d'activité a été envoyée au préfet. Une réponse positive de la part du préfet est émise mais certains équipements sont encore présents à ce jour. Le procès-verbal notifiant le passage de l'inspecteur des installations classées est à ce jour manquant. Cette activité ne peut pas être considérée comme arrêtée.	<u>Autorisation d'exploitation :</u> 01/01/1959 AP non reçu <u>Modification de l'activité :</u> 31/01/1985 <u>Cessation d'activité :</u> PV de recollement en attente
Cogénération	Pas de rubrique dans la nomenclature actuelle	-	-	Rubrique initiale 2920 <u>création :</u> 11/03/1996 <u>Modification :</u> 08/06/2006 <u>Modification :</u> 30/12/2010 <u>Suppression :</u> 22/10/2018	Régime initiale sous la 2920 Déclaration	L'activité, mise en place en 1994, a cessé en 2006. Cependant, aucune démarche vis-à-vis de la procédure de cessation d'activité n'a été réalisée à cette date. Une déclaration de cessation d'activité CERFA a été émise en 2017 et a permis de clôturer la classement ICPE de cette activité.	<u>Autorisation d'exploitation :</u> 15/09/1995 <u>Cessation d'activité :</u> 09/07/2017

III.4. Classement ICPE actuel

Installation	Rubrique ICPE (v53 mars 2023)	Intitulé de la rubrique	Régime actuel	Dernier volume au sein de l'installation
Chaudières	2910 A-1	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E) 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC) 	A	<p>Puissance totale dans l'installation : 40 MW</p> <p>Avec 3 chaudières au gaz naturel réparties en : 2 chaudières de puissance unitaire 16,7 MW 1 chaudière de puissance unitaire 5,6 MW</p>
PCB	Pas de rubrique dans la nomenclature actuelle	Aucune rubrique actuelle	Non défini	
Stockage charbon	4801	<p>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 500 t (A) 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t (D) 	A	<p>L'inspection des ICPE n'a pas rendu son procès-verbal de récolement.</p> <p>L'installation est soumise au régime applicable pour le dernier volume déclaré c'est-à-dire : <i>3 000 tonnes de charbon</i></p>

IV. PHOTOGRAPHIES HISTORIQUES DU SITE



Figure 4 : vue aérienne du site le 20 août 1947 (Source : IGN remonter le temps)

Le site appartient au service des postes, aucune infrastructure n'est présente sur la parcelle.



Figure 5 : vue aérienne du site le 22 juin 1960 (Source : IGN remonter le temps)

La parcelle appartient au Ministère de l'Éducation, qui crée l'installation de chauffage pour le besoin du campus. Le bâtiment accueille 5 chaudières au charbon pour une puissance totale de 77 MW.



Figure 6 : vue aérienne du site le 15 juillet 1992 (Source : IGN remonter le temps)

Le campus Lyon-Tech est bien installé autour de la chaufferie ayant nécessité le renouvellement des réseaux de chaleur urbain.

VI. CONCLUSION

D'après l'ensemble des documents analysés et en l'absence de certains documents cités précédemment, la situation ICPE du site, en vue du projet de sa requalification en bâtiment d'enseignement et de recherche, a été établie.

Ainsi, la procédure de notification de mise à l'arrêt à finaliser concerne les rubriques suivantes :

- 2910-A-1 : chaudières (A),
- 4801 : stocks de charbon (A),
- Transformateurs PCB.

VII. ANNEXES :

VII.1. Arrêté du 31 janvier 1985 – Autorisation d'exploitation pour la Régie Municipale du Chauffage Urbain de Villeurbanne

PC

PRÉFECTURE DU RHONE
DIRECTION
de
L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
3^e BUREAU
69269 LYON CEDEX 1
TÉL. (7) 862-20-26
POSTE N° 4305
Aff. suivie par Melle BAIYO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ
LYON, LE 31 JAN. 1985

ARRÊTÉ N° 4980.

autorisant la Régie Municipale de
Chauffage Urbain de Villeurbanne
à poursuivre l'exploitation de la
Centrale Thermique du Campus Uni-
versitaire de la DOUA.

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DE LA REGION RHONE-ALPES,
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DU DEPARTEMENT
DU RHONE,
Officier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations
Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application
de la loi susvisée ;

VU la demande présentée le 15 septembre 1983, complétée le 28 novembre
1983 par la Régie Municipale de Chauffage Urbain de Villeurbanne,
sise 29 rue Paul Verlaine à VILLEURBANNE, en vue d'obtenir l'auto-
risation de poursuivre l'exploitation de la Centrale Thermique du
Campus Universitaire de la DOUA, activité visée aux rubriques 225 1°
et 153 bis 1° de la nomenclature des Installations Classées ;

VU l'avis technique de classement du 6 décembre 1983 de la Direction
Régionale de l'Industrie et de la Recherche, Service chargé de l'Ins-
pection des Installations Classées ;

VU les résultats de l'enquête publique à laquelle M. Pierre LAVAL,
désigné en qualité de Commissaire Enquêteur, a procédé du 18 juin
au 17 juillet 1984 inclus ;

.../...

- 2 -

- VU la délibération en date du 9 juillet 1984 du Conseil Municipal de CALUIRE et CUIRE ;
- VU la délibération en date du 24 septembre 1984 du Conseil Municipal de VILLEURBANNE ;
- VU l'avis en date du 21 juin 1984 du Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- VU l'avis en date du 26 juin 1984 du Gouverneur Militaire de LYON, Commandant la 5ème Région Militaire ;
- VU l'avis en date du 26 juillet 1984 du Directeur départemental de la Sécurité Civile ;
- VU l'avis en date du 9 août 1984 du Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- VU le rapport de synthèse en date du 12 novembre 1984 du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, Service chargé de l'Inspection des Installations Classées ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène exprimé dans sa séance du 22 novembre 1984 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 5 novembre 1984 prorogeant le délai d'instruction de la demande ;

CONSIDERANT que les intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée sont garantis par l'exécution des prescriptions spécifiées par le présent arrêté ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général du Rhône,

ARRETE :

.../...

- 2 bis -

ARTICLE PREMIER

=====

1. La Société REGIE MUNICIPALE DE CHAUFFAGE URBAIN DE VILLEURBANNE dont le siège est 29, rue Paul Verlaine à VILLEURBANNE, est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de VILLEURBANNE, dans l'enceinte de son établissement "Centrale Thermique de la DOUA" - Boulevard Einstein - VILLEURBANNE, les installations suivantes :

DESIGNATION DES INSTALLATIONS	VOLUME DES ACTIVITES ET DES STOCKAGES	RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE	A ou D
<u>Installation de combustion</u> Capable de consommer une quantité de combustible représentant, en pouvoir calorifique inférieur, une puissance de	91 000 th/h	153 bis 1°	A
Composée comme suit :			
. 1 générateur gaz puissance	7 000 th/h		
. 2 générateurs charbon de puissance unitaire	28 500 th/h		
. 2 générateurs charbon de puissance unitaire	13 500 th/h		
<u>Dépôt de charbon</u>	300 tonnes	225 1°	A
<u>Substances radioactives sous forme de sources scellées</u>	200 mCi de radio-éléments du groupe II	385 quater 2° b	D

2. Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées, soumises à déclaration, citées à l'alinéa 1 ci-dessus.

3. L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

.../...

- 3 -

ARTICLE DEUX

=====

LES PRESCRIPTIONS DU PRESENT ARTICLE SONT APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

1 - GENERALITES

1.1. - Implantation et exploitation

L'établissement sera situé, installé et exploité conformément à la demande et documents annexés sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

1.2. - Modification

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Commissaire de la République avec tous les éléments d'appréciation.

1.3. - Accident ou incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 doit être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire.

1.4. - Contrôles et analyses

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des prélèvements des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant.

Il pourra également demander la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

1.5. - Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans, et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

1.6. - Clôtures et gardiennage

L'établissement sera clôturé sur la totalité de sa périphérie. Durant la période de fonctionnement de la Centrale, au moins une personne sera présente en permanence sur le site.

En dehors de cette période, les alarmes nécessaires au maintien de la sécurité de l'installation (détection de température et détection d'intrusion notamment) seront reportées à un poste de garde qui disposera de consignes sur la conduite à tenir en cas de déclenchement de l'une d'elles.

1.7. - Consignes

Les consignes prévues par le présent arrêté seront tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

.../....

- 4 -

2 - BRUITS et VIBRATIONS

2.1. - L'établissement sera construit, équipé et exploité de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de constituer une gêne pour la tranquillité du voisinage.

2.2. - La gêne éventuelle sera évaluée conformément à la norme française NF/S. 31.010.

Il y a présomption de gêne lorsque le niveau d'évaluation du bruit d'ambiance, déterminé conformément au § 7 de la norme, dépasse la valeur du niveau de bruit limite pour la période considérée.

2.2.1. - Les bruits à l'intérieur des locaux habités ou occupés par des tiers susceptibles d'être gênés, seront mesurés conformément au § 6.2. de la norme dans le cas où le bruit de l'installation en cause est transmis principalement par voie solide.

2.2.2. - Les bruits transmis par voie aérienne vers les locaux habités ou occupés par des tiers seront mesurés suivant les modalités du § 6.1. de la norme, à l'extérieur des bâtiments et en limite de propriété.

2.3. - Niveaux de bruit limite

Le niveau d'évaluation ne devra pas excéder, du fait de l'établissement, les seuils fixés dans le tableau ci-dessous (en dB(A))

POINTS DE MESURE	JOUR 7h à 20h	PERIODE INTERMEDIAIRE 6h à 7h - 20h à 22h dimanches et jours fériés	NUIT 22h à 6h
A l'intérieur des bâtiments occupés ou habités par des tiers (mesures effectuées conformément au § 2.2.1.)	35	30	30
En limite de propriété	60	55	50

.../.....

- 5 -

2.4. - La période de référence servant au calcul de la moyenne au § 7 de la norme sera de 8 h pour le jour et la demi-heure la plus bruyante pour les périodes intermédiaires et pour la nuit.

2.5. - Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, seront conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins de chantier seront d'un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969 modifié.

2.6. - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.7. - Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par les trépidations seront isolées par des dispositifs antivibratiles efficaces.

2.8. L'approvisionnement du stock de charbon et le fonctionnement des organes de manutention extérieurs au bâtiment sont interdits pendant la période Nuit (22h à 6h).

- la hauteur de décharge de charbon des grues doit être au moins 17 mètres au-dessus du sol environnant

- la hauteur de décharge de la chaudière du générateur ne doit être à au moins 17 mètres au-dessus du sol environnant et le fonctionnement de ce générateur est interdit pendant la nuit
.../....

- au moment d'arrêter, les gaz de combustion de charbon des générateurs de la chaudière ne doivent pas contenir plus de 0,1 g/m³ de poussières par thermie de charbon brûlé comme au point.

3. POLLUTION ATMOSPHERIQUE

=====

L'utilisation de combustible contenant plus de 1 % de soufre est interdite.

Les factures des combustibles consommés doivent porter la mention de leur qualité exacte ; elles seront conservées pendant un délai.

3.1. Généralités

3.1.1. Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé ou la sécurité publique.

3.1.2. La forme des conduits d'évacuation à l'atmosphère, notamment dans la partie la plus proche du débouché doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés en fonctionnement normal des installations.

En particulier, l'installation de collecte et de maintenance des suies sera étanche et munie à son extrémité des dispositifs nécessaires.

3.2. Pollutions accidentelles

Les dispositions nécessaires seront prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité des personnes. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou la fiabilité.

3.6. Contrôles à l'émission

3.3. Installation de combustion

3.3.1. Les générateurs sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie, sauf en ce qui concerne les valeurs suivantes :

- la hauteur du débouché de chacune des cheminées des générateurs charbon devra être à au moins 35 mètres au-dessus du sol environnant
- la hauteur du débouché de la cheminée du générateur gaz devra être à au moins 17 mètres au-dessus du sol environnant et le fonctionnement de ce générateur est interdit simultanément avec l'un quelconque des générateurs charbon.
- en marche normale, les gaz de combustion de chacun des générateurs de la chaufferie ne devront pas contenir plus de 0,1 gramme de poussières par thermie de combustible consommé au foyer.

.../...

- 7 -

3.4. Zone de protection spéciale

L'utilisation de combustible contenant plus de 1 % de soufre est interdite.

Les factures des combustibles consommés doivent porter la mention de leur qualité exacte ; elles seront conservées pendant un délai de 2 ans. Tous les collecteurs devront être étanches et leur tracé devra permettre le curage.

Les eaux associées à la manipulation des scories devront circuler en circuit fermé. Ce circuit ne comportera pas de liaison gravité.

3.5. Emissions de poussières

3.5.1. Les effluents gazeux canalisés autres que ceux provenant de la combustion ne devront pas contenir à leur rejet à l'atmosphère plus de 100 mg de poussières par norme m³.

En particulier, l'installation de collecte et de manutention des suies sera étanche et munie à son extrémité des dispositifs nécessaires au respect de la valeur ci-dessus.

3.5.2. Des dispositions seront prises pour limiter les émissions particulières diffuses (abris, capotage, arrosage, ...) notamment pour ce qui concerne les installations extérieures au bâtiment de manutention du charbon et des scories.

4.3. Qualité des effluents rejetés

3.6. Contrôles à l'émission

En période de fonctionnement normal des installations, et sur demande de l'inspecteur des Installations Classées, il sera procédé, éventuellement par un organisme spécialisé, à des mesures de concentration ou de flux de polluants à l'émission.

NATURE DES POLLUANTS	NORMES DE MESURE	CONCENTRATION MOYENNE SUR 2 H
3.7. <u>Contrôle dans l'environnement</u>		
A la demande de l'inspecteur des Installations Classées et suivant des modalités qu'il définira, il sera procédé dans l'environnement à des campagnes de mesures visant à contrôler les effets des polluants susceptibles d'être émis par les installations.		
Hydrocarbures	MT - 90.101 MT - 90.103	500 mg/l 1 500 mg/l 20 mg/l

8 bis

A cet effet seront notamment prises les précautions suivantes :

4.4.1.- Les réservoirs fixes aériens de liquides inflammables ou polluants seront équipés de capacités de rétention étanches dont les parois devront :

- résister à la poussée des produits éventuellement répandus
- résister aux effets chimiques des produits stockés
- présenter une stabilité au feu de degré 4 heures pour les stockages de liquides inflammables

Le volume utile de ces capacités sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés

Toute possibilité d'évacuation gravitaire des eaux pluviales éventuellement recueillies dans ces capacités est formellement interdite.

4.4.2.- Les réservoirs enterrés de liquides inflammables ou polluants devront répondre à la définition des réservoirs en fosse ou assimilés au sens de l'instruction du 17 avril 1975 et respecter les dispositions de cette instruction.

- qu'il ne puisse y avoir de réaction dangereuse entre les déchets et les écoulements qui peuvent se produire au sein de l'emballage.

- que les fûts et emballages soient identifiés par les seules indications concernant les déchets qu'ils contiennent.

- 9 -

5 - DECHETS INDUSTRIELS

5.1. - Dispositions générales applicables à tous les déchets (inertes, banals et spéciaux).

5.1.1. - Tous déchets produits par l'établissement devront être éliminés dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Ils seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment

5.1.2. - Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

5.1.3. - Dans l'attente de leur élimination toutes précautions (fréquence d'enlèvement, aire étanche...) seront prises pour que les dépôts de déchets ne soient pas à l'origine d'un danger ou d'une gêne pour le voisinage, notamment par des odeurs, ou d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines.

Des mesures efficaces de protection contre la pluie et de prévention des envols seront prises.

5.1.4. - Les déchets pourront être conditionnés dans des fûts ou emballages vides ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment) sous réserve :

- qu'il ne puisse y avoir de réaction dangereuse entre les déchets et les égouttures que peut contenir le fût ou l'emballage.

- que les fûts et emballages soient identifiés par les seules indications concernant les déchets qu'ils contiennent.

5.2. Dispositions particulières applicables aux déchets spéciaux (définis par le décret n° 77.974 du 19 août 1977)

Dans le cas où des déchets spéciaux seraient produits par l'établissement - y compris à la suite de circonstances accidentelles - l'élimination de ceux-ci ne pourra être engagée qu'après accord de l'inspecteur des Installations Classées sur le procédé utilisé et l'entreprise chargée de l'élimination.

.../...

6 - SECURITE

- 10 -

6.1. - DISPOSITIONS GENERALES6.1.1. - Conception

Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

6.1.2. - Accès

Les bâtiments et dépôts seront facilement accessibles par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté, et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement....3,50 mètres
- rayons intérieurs de giration.....12,00 mètres
- hauteur libre..... 3,50 mètres
- résistance à la charge.....13,00 tonnes par essieu

6.1.3. - Matériel de lutte contre l'incendie

L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins :

- d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A ou équivalent à raison d'un appareil pour 250 m² couverts (minimum deux appareils par atelier, magasin, entrepôt, etc...)

- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques.

- d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables.

- de robinets d'incendie armés (R.I.A.) dont le nombre et les emplacements seront déterminés en accord avec les Services d'Incendie et de Secours.

Les extincteurs et R.I.A. seront placés en des endroits signalés et parfaitement accessibles.

6.1.4. - Consignes

Des consignes écrites seront établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie .

6.1.5. - Alimentation électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisé seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Les installations ou appareillages conditionnant la sécurité devront pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

...../.....

- 11 -

6.1.6. - Vérifications périodiques

Le matériel électrique et les moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques.

6.1.7. - Formation du personnel

Le responsable de l'établissement veillera à la formation sécurité de son personnel et à la constitution, si besoin, d'équipes d'intervention.

Une formation particulière sera assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations qui sont susceptibles, en cas d'incident, de porter atteinte à la sécurité des personnes ou à l'environnement (par exemple, manipulation de liquides inflammables ou de produits toxiques)

6.2. - ZONES PRESENTANT DES RISQUES D'INCENDIE

Les prescriptions 6.2.1. à 6.2.6. ci-dessous ne s'appliquent que dans les zones présentant des risques d'incendie et, le cas échéant, dans les zones présentant des risques d'explosion.

6.2.1. - Délimitation

L'exploitant établira et tiendra à jour sous sa responsabilité un plan des zones susceptibles de présenter des risques d'incendie.

6.2.2. - Isolement par rapport aux tiers

Les bâtiments seront isolés des constructions voisines par un dispositif coupe-feu de degré deux heures constitué :

- soit par un mur plein dépassant la couverture la plus élevée,
- soit par un espace libre d'au moins huit mètres.

6.2.3. - Comportement au feu des structures métalliques

Les éléments porteurs de structures métalliques devront être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction sera susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou pourra compromettre les conditions d'intervention.

6.2.4. - Dégagements

Les portes s'ouvriront dans le sens de la sortie. Les dégagements devront être répartis de telle façon que ne subsiste, compte tenu des recoupements intérieurs, aucun cul de sac supérieur à 20 mètres ni aucun point distant de plus de 40 mètres d'une issue protégée ou donnant sur l'extérieur.

Les locaux particulièrement dangereux ne seront pas implantés en cul de sac.

6.2.5. - Désenfumage

Le désenfumage des locaux, devra pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvertures ne devra pas être inférieure au $\frac{1}{200}$ de la superficie de ces locaux.

200

.... /

- 12 -

L'ouverture des équipements envisagés devra pouvoir se faire manuellement depuis le niveau du sol (y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique)

Ces dispositifs d'ouverture devront toujours demeurer accessibles.

6.2.6. - Flammes et étincelles

Dans ces zones, sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles à l'air libre (chalumeaux, appareils de soudage, etc....)

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en oeuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils feront l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme devra être affichée dans ces zones.

6.3. - ZONES PRESENTANT DES RISQUES D'EXPLOSION

Les prescriptions 631 à 636 ci-dessous ne s'appliquent que dans les zones présentant des risques d'explosion.

6.3.1. - Délimitation

L'exploitant établira et tiendra à jour sous sa responsabilité un plan des zones susceptibles de présenter des risques d'explosion notamment en raison de la nature des substances stockées, mises en oeuvre ou produites, que les installations soient visées ou non à la nomenclature des installations classées ou dans les éventuelles prescriptions particulières de l'article 3 ci-après.

Les zones seront, autant que possible, clairement délimitées et matérialisées sur le terrain.

6.3.2. - Sécurité incendie

Les dispositions du § 6.2. ci-dessus sont applicables aux zones présentant des risques d'explosion.

- 13 -

6.3.3. - Conception générale des bâtiments

Les bâtiments et installations seront conçus et situés de façon à limiter les effets d'une explosion et en particulier éviter des projections à l'extérieur de l'établissement.

6.3.4. - Matériel électrique

Le matériel électrique sera conforme aux dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 (J.O. du 30 avril 1980)

Il devra, en permanence, rester conforme en tous points à ses spécifications techniques d'origine. Un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner sur son rapport de contrôle, les déficiences relevées. Il devra être remédié dans les délais les plus brefs à toute déficience signalée.

6.3.5. - Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation

Toutes les parties susceptibles d'emmagasiner les charges électriques (éléments de construction, appareillage, conduits, supports, etc...) seront reliées à une prise de terre conformément aux normes en vigueur, soit directement, soit par le biais de liaisons équipotentielles. Un contrôle identique à celui prévu au paragraphe ci-dessus sur le matériel électrique sera effectué sur les liaisons avec la terre.

6.3.6. - Feux nus

Les feux nus répondant à la définition qui en est donnée dans les règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides annexées à l'arrêté du 9 novembre 1972 modifié (JO du 31 décembre 1972 et du 23 janvier 1976) sont normalement interdits dans les zones présentant des risques d'explosion; cependant lorsque les travaux nécessitant la mise en oeuvre de feux nus doivent y être entrepris, ils feront l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

L'interdiction permanente de fumer, ou d'approcher avec un feu nu, devra être affichée dans ces zones.

- 14 -

ARTICLE TROIS

=====

LES PRESCRIPTIONS PARTICULIERES DU PRESENT ARTICLE S'AJOUTENT AUX PRESCRIPTIONS GENERALES DE L'ARTICLE DEUX ET NE S'APPLIQUENT QU'AUX INSTALLATIONS CONCERNEES.

1 . CHAUFFERIE

1.1. Les matériels de transport et de stockage intermédiaires de charbon situés à l'intérieur de la chaufferie seront carénés de façon à limiter au maximum la diffusion de poussières à l'intérieur de la chaufferie.

1.2. Les suies, cendres et machefers seront stockés et évacués selon les dispositions du paragraphe 5 de l'article 2 " Déchets industriels " ci-dessus.

1.3. Les eaux de lavage des sols de la chaufferie susceptibles d'être chargées de charbon, cendres ... seront canalisées vers le circuit de chasse hydraulique des cendres et machefers.

1.4. Tout dépôt même temporaire de produits inflammables - autre que le combustible utilisé par les chaudières - est interdit.

1.5. Une vanne de barrage sera placée sur l'alimentation en gaz. Elle sera signalée et positionnée de manière à rester facilement accessible en toute circonstance.

2 . DEPOT DE CHARBON

2.1. Le charbon sera stocké exclusivement à l'intérieur du hall prévu à cet effet.

Le fond et les parois délimitant les tas de charbon seront construits en matériaux incombustibles et devront pouvoir résister en toute circonstance à la pression de ces tas.

2.2. Le hall de stockage sera classé " zone présentant des risques d'incendie " et donc soumis aux dispositions du paragraphe 6.2 de l'article 2 du présent arrêté.

2.3. Le hall de stockage sera isolé de la chaufferie par une cloison coupe-feu de degré 2 heures, les portes seront à fermeture automatique et pare-flammes de degré 1 h ½.

2.4. La température du stock de charbon sera contrôlée en permanence. Pour cela, le dépôt sera équipé d'une installation fixe comportant au moins huit détecteurs de température à seuils avec alarme, judicieusement répartis dans l'ensemble du dépôt.

L'exploitant déterminera, sous sa responsabilité, les seuils de température devant entraîner une intervention. Tout dépassement de ces seuils devra être enregistré sur une bande horodatée.

L'installation sera conçue de façon à permettre si nécessaire l'évacuation du stock de charbon à l'extérieur du bâtiment.

Une consigne précisera, au personnel chargé de la surveillance, la conduite à tenir au cas où chacun des seuils serait atteint.

3 . SUBSTANCES RADIOACTIVES

3.1. Caractéristiques de la source

La source sera sous forme scellée. Elle sera conditionnée et installée de sorte que son étanchéité soit parfaite et sa détérioration impossible dans toutes les conditions normales d'emploi et en cas d'incident exceptionnel prévisible.

3.2. Implantation

3.2.1. La source sera installée au-dessous du niveau de sol environnant et orientée de sorte que le trajet des rayonnements soit principalement dirigé vers le bas. De plus, la distance limitant un lieu accessible aux tiers ou un lieu public devra être telle que le débit d'équivalent de dose ne dépasse pas 0,5 rem/an, la source étant en position normale d'emploi.

3.2.2. La source sera fixée à une structure inamovible et dans des conditions telles que sa protection contre le vol et l'incendie soit convenablement assurée.

3.3. Exploitation

3.3.1. Des panneaux réglementaires de signalisation de radio-activité seront placés d'une façon apparente à proximité de la source. En cas d'existence d'une zone contrôlée délimitée en vertu de l'article 21 du décret n° 66.450 du 20 juin 1966, la signalisation sera celle de cette zone.

.../...

3.3.2. Le récipient contenant la source devra porter extérieurement, en caractères très lisibles, indélébiles et résistant au feu, la dénomination du produit contenu, son activité exprimée en Becquerels (Curies) et la date de la mesure de cette activité.

3.3.3. Pendant la période de non fonctionnement de la centrale charbon, le faisceau de radiation sera occulté par le dispositif prévu à cet effet.

3.3.4. Un contrôle des débits d'équivalent de dose à 5 mètres de la Source, et dans les lieux les plus proches accessibles aux tiers ainsi que de la contamination radioactive de l'appareil devra être effectué, la source étant en position normale d'emploi.

Ce contrôle sera réalisé à la mise en service de l'installation et au moins une fois par an. Les résultats de ce contrôle seront consignés sur un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

3.3.5. Des consignes particulièrement strictes pour l'application des prescriptions précédentes seront affichées.

3.4. Autres dispositions

3.4.1. Tout vol, perte ou détérioration de substances radioactives devra être déclaré par l'exploitant dans les 24 heures au Commissaire de la République ainsi qu'à l'inspecteur des Installations Classées.

Le rapport mentionnera la nature des radioéléments, leur activité, les types et numéros d'identification des sources scellées, le ou les fournisseurs, la date et les circonstances détaillées de l'accident.

3.4.2. En cas d'incendie concernant ou menaçant des substances radioactives, il sera fait appel à un centre de secours et non à un corps de première intervention. Les services d'incendie appelés à intervenir seront informés du plan des lieux, des emplacements des différentes sources radioactives, des moyens et voies d'évacuation des sources ainsi que des produits extincteurs recommandés ou proscrits pour les substances radioactives présentes dans l'établissement.

3.4.3. Les sources usagées et détériorées sont soumises aux dispositions du paragraphe 5 " Déchets Industriels " de l'article 2 du présent arrêté.

.../...

- 17 -

3.4.4. En cas de cessation d'activité, l'exploitant informera l'inspecteur des Installations Classées un mois à l'avance.

Les résidus de démantèlement de l'installation présentant des risques de contamination ou d'irradiation devront être remis à un organisme régulièrement autorisé à cet effet. Ils pourront être pris en charge par l'Agence Nationale pour la Gestion des Déchets Radioactifs (A.N.D.R.A.).

Le site devra être décontaminé s'il y a lieu. Cette décontamination sera telle que l'accès au public pourrait y être autorisé.

ARTICLE QUATRE

Dans le cas où l'installation est transférée à un nouvel exploitant ou son représentant devra déposer la déclaration au Préfet, Commissaire de la République, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

DELAI D'APPLICATION

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

La prescription 1.3. de l'article TROIS sera réalisée dans un délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 10 - Les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte soit à la commodité du voisinage, soit à la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit à l'agriculture, soit à la protection de la nature et de l'environnement, soit à la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 11 - Le pétitionnaire devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les Installations Classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

ARTICLE 12 - Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la Mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Préfecture du Rhône (Direction de l'Administration Générale - 3ème Bureau) le texte des prescriptions ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, Commissaire de la République, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le Département.

- 18 -

ARTICLE 5. - Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 6. - Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions du Titre III du Livre II du Code du Travail ainsi qu'aux textes réglementaires pris en son application.

ARTICLE 7. - Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, Commissaire de la République, avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 8. - Tout transfert d'une installation soumise à autorisation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'installation changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet, Commissaire de la République, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 9. - L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 10. - Le pétitionnaire sera tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte soit à la commodité du voisinage, soit à la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit à l'agriculture, soit à la protection de la nature et de l'environnement, soit à la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 11. - Le pétitionnaire devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les Installations Classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

ARTICLE 12. - Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la Mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Préfecture du Rhône (Direction de l'Administration Générale - 3ème Bureau) le texte des prescriptions ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, Commissaire de la République, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le Département.

ARTICLE 13. - Les droits des tiers sont expressément réservés.

- 19 -

ARTICLE 14. - Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la loi du 19 juillet 1976 précitée.

ARTICLE 15. - Le présent arrêté ne préjuge en rien des autorisations qui pourraient être nécessaires en vertu d'autres réglementations pour l'implantation, l'installation et le fonctionnement de l'activité susvisée.

ARTICLE 16. - Monsieur le Secrétaire Général du Rhône et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée - :

- à M. le Maire de VILLEURBANNE, Ministre de la Défense, spécialement chargé d'assurer l'affichage prescrit à l'article 12 susvisé,
- au Conseil Municipal de VILLEURBANNE,
- au Conseil Municipal de CALUIRE ET CUIRE,
- à M. le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- à M. le Gouverneur Militaire de LYON, Commandant la 5ème Région Militaire,
- à M. le Directeur départemental de la Sécurité Civile,
- à M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- à M. le Directeur départemental de l'Agriculture et des Forêts,
- à M. le Directeur départemental de l'Equipeement,
- à la Régie Municipale de Chauffage Urbain de Villeurbanne, par la voie administrative.

LYON, le

31 JAN. 1985

LE PREFET,
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE,Pour le Préfet,
Commissaire de la République :
Le Secrétaire Général,

Michel FESTY

VII.2. Courrier de notification d'enlèvement de la source au Césium 137 - 1991

EP et voisins

CIREA
B.P. 9
91192 GIF-SUR-YVETTE Cédex

3 OCT 1991
CIREA

A l'attention de Monsieur CASTAGNET . Lyon, le 1er octobre 1991

V/Réf. N/Réf DL/ig 91/301
à rappeler sans faute dans votre réponse, merci.

Affaire suivie par:
Monsieur LARTIGUE

OBJET: Radioéléments artificiels
Reprise des sources scellées

Monsieur,

Nous vous prions de bien vouloir noter que depuis le 24 juillet 1991, nous ne sommes plus en possession du radioélément MB 967 (Cs 137) dont l'usage était le pesage en continu dans la Centrale thermique de la DOUA.

Nous vous joignons à cet effet l'attestation de reprise de source des Etablissements RAMSEY ENGINEERING.

diminution d'activité

Nous vous saurions gré de bien vouloir annuler et remplacer la notification 8912394 de l'autorisation T 690375 S3.

Cette nouvelle autorisation ne reprendrait que la source utilisée pour l'analyse de teneur en soufre dans le local préparation fioul.

Dans l'attente, nous vous prions de croire, Monsieur, en l'expression de nos salutations distinguées.

*Pas le titel
semble avoir
changé!
qui est H. Lartigue?*

[Signature]
D. LARTIGUE

[Signature]
J.P. LE GUILLOU

P.J. : - Attest
- Autori source 3

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 10.000.000 DE FRANCS RCS LYON B 969 502 335

VII.3. Attestation de reprise de la source au Césium 137 - 1991

RAMSEY ENGINEERING -3 OCT 1991
 Division de Wemco France
 63, Place du Commerce - 78370 PLAISIR - FRANCE
 Tél. (1) 34 81 04 94 - Télécopieur (1) 30 55 26 14

ARRIVEE
 Austin - St-Paul - Johannesburg - Mexico - Amsterdam
 Londres - Madrid - Sydney - Toronto - Milan - Oberhausen - Paris

C.I.R.E.A
 Nr. Enregistrement
 C.I.R.E.A
 F 3 2 0 0 0 7

Sté RAMSEY Eng.
 63 place du Commerce
 78370 Plaisir

à : PRODITH
 Centre de la Doua
 8 bld. Einstein
 69100 VILLEURBANNE

C.I.R.E.A
 T690375 S3

Notre réf. : Votre réf. : PLAISIR.

OBJET : Radioéléments Artificiels : Reprise des sources scellées
 Application des conditions Particulières d'Autorisation
 adoptées par la Commission Interministérielle des Radioéléments artificiels
 lors de sa 150ème réunion du 23 octobre 1989

ATTESTATION DE REPRISE DE SOURCE

Nous société RAMSEY, 63 Place du Commerce 78370 Plaisir, certifions avoir
 repris ce jour 24.07.1991

A fin de : mise au rebut ☒ Destination finale de stockage
 FRANCE ☐ ETRANGER ☒
 : recyclage ☐

la (les) source (s) ci-dessous référencée (s)

RADIO-ELEMENT	NR.DE SOURCE	FOURNISSEUR	NR.ET DATE DE VISA	NR.FORMULAIRE DE FOURNITURE (DF)
Cs 137	MB 967	AURIEMA	429507/01/10/84	899525

Fait à Plaisir, le 26/09/1991

RAMSEY
 63, place du Commerce
 78310 PLAISIR
 Tél. (1) 34 81 04 94
 Télécopieur 30 55 26 14
 Télécopieur 689842

RAMSEY

Div. WEMCO FRANCE - S.A. au Capital de 15 000 975 F - R.C.S. Paris B 542 016 241 - Banque WORMS N° 03 401 19 967

VII.4. Arrêté du 15 janvier 1993 – transformateur au PCB

PRÉFECTURE DU RHÔNE
DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
3^e Bureau
Environnement - Etablissements Classés
Affaire suivie par Mme G. BENSEMOUN/EA
Poste 61.51

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Lyon, le 15 JAN. 1993

21 JAN 1993

A R R E T E

modifiant la liste des installations exploitées
dans l'enceinte de la Centrale Thermique de la Doua
située à VILLEURBANNE – 8 boulevard Albert Einstein

* * * *

LE PREFET DE LA REGION RHONE-ALPES
PREFET DU RHONE
Officier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris en application des lois des 16 décembre 1964 et 19 juillet 1976 susvisées ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 31 janvier 1985 autorisant la Régie Municipale du chauffage urbain à exploiter une installation de combustion et un dépôt de charbon à VILLEURBANNE, 8 boulevard Albert Einstein ;

.../...

n° 6188

- 2 -

VU la déclaration en date du 4 septembre 1992 de la Régie Municipale du Chauffage Urbain de VILLEURBANNE relative d'une part, à l'existence, dans l'enceinte de la centrale thermique de la Doua qu'elle exploite à VILLEURBANNE, 8 boulevard Albert Einstein, d'un dépôt de charbon visé par la nouvelle rubrique n° 1520-1° de la nomenclature des installations classées et d'autre part, à l'arrêt de l'utilisation de substances radioactives sur le site ;

VU le rapport en date du 17 décembre 1992 de la direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

* *

*

CONSIDERANT que ce dépôt de charbon est déjà réglementé par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1985 précité ;

CONSIDERANT dès lors, qu'il convient d'accuser simplement réception de ladite déclaration, et de modifier la liste des activités exercées dans l'établissement, sans qu'il soit besoin de recourir à la procédure prévue à l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;

SUR la proposition du secrétaire général de la Préfecture ;

A R R E T E :

Article 1er : Il est accusé réception de la déclaration du 4 septembre 1992 de la Régie Municipale du Chauffage Urbain de VILLEURBANNE relative d'une part à l'existence, dans l'enceinte de son établissement situé à VILLEURBANNE, 8 boulevard Albert Einstein, d'un dépôt de charbon visé par la rubrique 1520-1° de la nomenclature des installations classées, et d'autre part, à l'arrêt de l'utilisation de substances radioactives sur le site.

.../...

- 3 -

Article 2 : La liste des installations classées exploitées dans l'établissement figurant à l'article 1er point 1 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1985 susvisé est remplacée par la liste ci-après :

DESIGNATION DES INSTALLATIONS	VOLUME DES ACTIVITES ET DES STOCKAGES	RUBRIQUES	CLASSEMENT
<u>Installation de combustion</u> Capable de consommer une quantité de combustible représentant en pouvoir calorifique inférieur, une puissance de ...	91 000 th/h	153 bis 1°	A
composée comme suit :			
* 1 générateur gaz puissance	7 000 th/h		
* 2 générateurs charbon de puissance unitaire	28 500 th/h		
* 2 générateurs charbon de puissance unitaire	13 500 th/h		
<u>Dépôt de charbon</u>	3 000 tonnes	1520 1°	A
Appareils contenant du PCB :		355 A	A
4 transformateurs représentant au total	1 728 l de diélectrique		

Article 3 : Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant conjointement à l'extrait de l'arrêté du 31 janvier 1985 précité.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, inspecteur des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à l'exploitant par la voie administrative.

Pour copie conforme
Le Chef de Bureau,

Roland Doyelle
Roland FAYOLLE

LYON, le 15 JAN. 1993
LE PREFET
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Philippe BOISADAM

VII.5. Arrêté du 15 septembre 1995 – installation de la cogénération

PRÉFECTURE DU RHÔNE
DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
3^e Bureau
Environnement - Installations Classées
Affaire suivie par M^{me} Y. LECLERC/SP
Poste 6151

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Lyon, le **13 SEP. 1995**

ARRETE
concernant l'installation de cogénération
de la société SLEC - 8, avenue Albert Einstein
à VILLEURBANNE

LE PREFET DE LA REGION RHONE-ALPES
PREFET DU RHONE
Officier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 26 septembre 1994 à la société SLEC pour son installation de cogénération située 8, avenue Albert Einstein à VILLEURBANNE - rubriques 153 bis A2 et 361 A2 de la nomenclature ;

VU le courrier en date du 16 février 1995 de la Société Lyonnaise d'Exploitation de Chauffage concernant la demande de dérogation aux prescriptions-type applicables à ses activités de réfrigération-compression, notamment le point 14 relatif aux bâtiments comportant l'installation ;

VU le courrier en date du 18 avril 1995 de la société SLEC relatif à l'augmentation du volume des rejets aqueux en nappe de son installation susvisée ;

.../...

- 2 -

VU le rapport en date du 31 mai 1995 de la direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'instruction de ces demandes et notamment l'avis du conseil départemental d'hygiène exprimé dans sa séance du 22 juin 1995 ;

CONSIDERANT que la société SLEC souhaite installer le compresseur dans la même pièce que le groupe électrogène et qu'un local technique existe sur l'emprise de l'installation ;

CONSIDERANT :

- la faible utilisation potentielle de l'équipement,
- l'objet du compresseur qui n'est que de pallier une baisse du réseau,
- les mesures compensatoires prévues ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il peut être donné une suite favorable à la demande présentée par la société SLEC en modifiant les prescriptions applicables à l'installation de compression de gaz ;

CONSIDERANT, par ailleurs, la demande de ladite société concernant l'augmentation du volume des rejets aqueux en nappe de son installation de cogénération précitée ;

CONSIDERANT :

- l'avis émis par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt,
- les conditions d'utilisation exclusives de cette eau pour des opérations de refroidissement à travers un système de double échangeur ;

CONSIDERANT, de ce fait, qu'une suite favorable peut être donnée à cette demande assortie néanmoins par des prescriptions techniques concernant l'utilisation de l'eau de nappe ;

CONSIDERANT de ce qui précède qu'il y a lieu de faire application :

- d'une part, de l'article 30 du décret du 21 septembre 1977,
- d'autre part, de l'article 11 de la loi du 19 juillet 1976 ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

.../...

- 3 -

A R R E T E :

Article 1er :

Les prescriptions types de la rubrique 361 A, rendues applicables dans le département du Rhône par l'arrêté préfectoral du 6 février 1978 et annexées au récépissé de déclaration n° 17109 délivré le 7 novembre 1994 à la Société Lyonnaise d'Exploitation de Chauffage pour l'installation d'une activité de compression de gaz, installée 8 avenue Albert Einstein à Villeurbanne sont modifiées ainsi qu'il suit :

a) - le point 14 des prescriptions types est remplacé pour l'installation susvisée, par les dispositions suivantes :

- ▶ le local abritant le poste de compression sera construit en matériaux M.O. Au droit du compresseur, une zone de section suffisante construite en matériaux incombustibles légers, permettant l'expansion vers le haut des produits d'une explosion éventuelle.

b) - le point 16 de ces prescriptions est quant à lui remplacé par :

- ▶ une ventilation mécanique assurera au minimum 80 renouvellement par heure de l'air du local en période de fonctionnement de l'installation de façon à éviter à l'intérieur de celui-ci l'apparition d'une atmosphère explosive.
- ▶ une détection de présence de gaz comportant au moins 8 capteurs judicieusement répartis, sera installée. Cette détection comportera :
 - un seuil d'alarme déclenchant une alarme sonore et visuelle locale et en salle de contrôle ;
 - un seuil supérieur entraînant l'arrêt total immédiat des équipements et sectionnant l'arrivée du gaz .

Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil supérieur donnera lieu à un compte rendu écrit, tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

c) - le premier alinéa du point 27 des prescriptions types est complété par :

- ▶ En aucun cas cette pression de sortie ne devra dépasser 4 bars.

- 4 -

Article 2 :

L'installation de prélèvement d'eau dans la nappe devra respecter les dispositions ci-après :

1 - Points de prélèvement :

Les prélèvements d'eau dans la nappe se feront par l'intermédiaire de deux puits équipés de pompes à vitesse variable de 140 m³/h maximum, implantés et réalisés conformément au dossier joint à la déclaration. Toute modification devra au préalable faire l'objet d'une déclaration à M. le Préfet.

2 - Les puits ou forages :

Les puits ou forages seront conçus et réalisés de façon à éviter toute communication entre nappes distinctes et à prévenir toute pollution de la nappe.

L'installation de prélèvement d'eau sera munie d'un dispositif de mesure totaliseur agréé ; le relevé sera fait journalièrement, et les résultats seront inscrits sur un registre.

Annuellement, l'exploitant fera part à l'Inspecteur des Installations Classées et au service en charge de la police du milieu du lieu de prélèvement, de ses consommations d'eau.

Toute modification dans les conditions de l'utilisation de l'eau de nappe dans l'établissement devra être portée à la connaissance de l'Inspecteur des Installations Classées, ainsi que les projets concernant la réduction des consommations.

3 - La quantité maximale annuelle d'eau prélevée dans le milieu naturel sera limitée à 400 000 m³ et ce pour :

- un débit instantané maximal de 100 m³/h ;
- un débit moyen journalier inférieur à 90 m³/h

Le débit instantané pourra néanmoins être dépassé pendant une période limitée à 168 heures par an. Les heures de fonctionnement à un débit supérieur à 100 m³/h seront comptabilisées et inscrites sur le registre visé au point 2. Elles seront également mentionnées dans le bilan annuel.

Article 3 :

L'installation de réinjection d'eau de refroidissement dans la nappe devra respecter les dispositions suivantes :

- 1 - seule l'eau prélevée dans la nappe pour l'usage exclusif du refroidissement des groupes électrogènes pourra être réinjectée. Les échanges de chaleur seront réalisés par un double réseau tel que défini dans le dossier de déclaration.

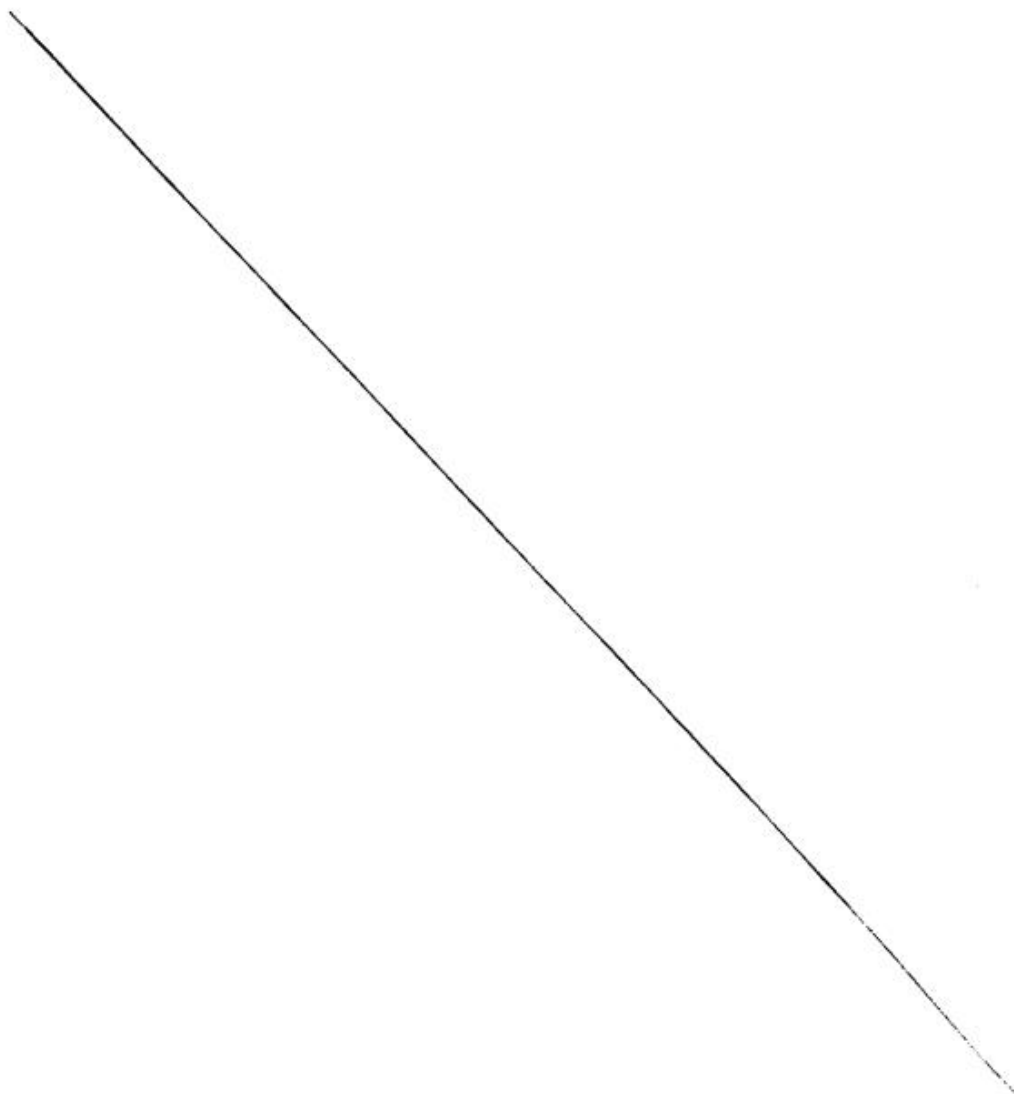
L'installation de réinjection sera constituée d'un forage crépiné sur 2 m de 14,2 à 16,2 m.

- 2 - La quantité d'eau rejetée est limitée à 90 m³/h. Elle pourra être portée à 240 m³/h pendant une courte période (maximum 168 h/an).

L'eau rejetée aura une température inférieure à 30°C en toute circonstance.

La température de l'eau réinjectée sera enregistrée en continu. Les enregistrements seront conservés pendant un an. Ils seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

- 3 - Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement déversement de matières qui par leurs caractéristiques ou leurs quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu récepteur.



14 15 16 17 18 19 20

- 6 -

Article 4 : 1) Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie et à la Préfecture du Rhône (direction de l'Administration Générale - 3ème Bureau) et pourra y être consultée.

2) Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum **d'un mois** ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

3) Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

4) Un avis sera inséré par les soins du préfet dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 5 : "Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de VILLEURBANNE, spécialement chargé de l'affichage prescrit à l'article 4 précité,
- à l'exploitant par la voie administrative.

POUR COPIE CONFORME

Le Chef de Bureau,



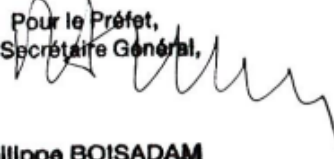
Serge MONNIER

LYON, le

13 SEP. 1995

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Philippe BOISADAM

VII.6. Arrêté du 26 août 2003 – modification de l'installation



PREFECTURE DU RHONE

Lyon, le 26 AOUT 2003

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Bureau de l'environnement
et des installations classées

Affaire suivie par Joëlle GROSSELIN
☎ : 04 72 61 64 55
Fax : 04 72 61 64 26

ARRETE

autorisant la SOCIETE THERMIQUE DE LA DOUA
(STLD)
à modifier les installations de combustion
de la chaufferie du campus universitaire de La Doua
située 10, avenue Albert Einstein à VILLEURBANNE.

Le Préfet de la Zone de Défense Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'environnement - partie législative - notamment l'article L512-2 ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans
l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la
consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées
pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 94.861 du 28 août 1994 portant approbation du plan régional de
valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;

././.

Préfecture du Rhône 106, rue Pierre Corneille - 69419 LYON CEDEX 03 -
Standard 04.72.61.60.60 - Télécopie 04.72.61.64.26 - <http://www.rhone.pref.gouv.fr>

-2-

VU l'arrêté préfectoral n° 96.700 du 26 janvier 1996 portant approbation du plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96.652 du 20 décembre 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1985 modifié réglementant le fonctionnement de la chaufferie ;

VU la demande d'autorisation présentée le 19 mars 2002, complétée, en dernier lieu, le 1er juillet 2003, par la Société Thermique de La Doua (S.T.L.D.) en vue de modifier les installations de combustion de la chaufferie du campus universitaire de La Doua 10, avenue Albert Einstein à VILLEURBANNE;

VU l'avis technique de classement en date du 2 septembre 2002 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement , service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU les résultats de l'enquête publique à laquelle M. Bernard BOURGADE, désigné en qualité de commissaire enquêteur, a procédé du 12 novembre 2002 au 12 décembre 2002 inclus ;

VU la délibération en date du 21 novembre 2002 du conseil municipal de RILLIEUX-la-PAPE ;

VU la délibération en date du 17 décembre 2002 du conseil municipal de CALUIRE-et-CUIRE ;

VU la délibération en date du 17 décembre 2002 du conseil municipal de LYON ;

VU la délibération en date du 18 décembre 2002 du conseil municipal de VAULX-en-VELIN

VU l'avis en date du 30 octobre 2002 du service interministériel de défense et de la protection civile ;

VU l'avis en date du 7 novembre 2002 de la direction régionale de l'environnement ;

VU l'avis en date du 7 novembre 2002 de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

VU l'avis en date du 13 novembre 2002 de la direction départementale des services d'incendie et de secours ;

VU l'avis en date du 10 décembre 2002 de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt ;

VU l'avis en date du 16 décembre 2002 de la direction départementale de l'équipement ;

VU l'avis en date du 26 décembre 2002 de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales ;

-3-

VU le rapport de synthèse en date du 2 juillet 2003 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU les arrêtés préfectoraux des 13 mars et 11 juin 2003 prorogeant le délai d'instruction de la demande d'autorisation précitée ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène exprimé dans sa séance du 24 juillet 2003 ;

CONSIDERANT que les activités prévues par la Société Thermique de La Doua dans son établissement de VILLEURBANNE sont subordonnées à l'obtention d'une autorisation préfectorale au titre des rubriques n° 2910.A.1° de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que le projet consiste à supprimer les quatre chaudières au charbon et la chaudière à gaz par trois nouvelles chaudières mixtes gaz naturel/fioul domestique ;

CONSIDERANT que ces nouveaux équipements permettront de réduire sensiblement les rejets annuels (95 % pour le CO, 96 % pour le SO₂, 66 % pour les Nox et 83 % pour les poussières) ;

CONSIDERANT que les principaux risques présentés par la nouvelle installation sont l'incendie et l'explosion en raison de l'utilisation du gaz naturel ;

CONSIDERANT qu'en vue de prévenir les risques et nuisances potentiels présentés par ses installations l'exploitant met ou mettra en œuvre les dispositions suivantes :

- outre les mesures habituelles applicables à l'établissement (matériels électriques adaptés au risque, permis de feu, mise à la terre, protection contre la foudre...) le dispositif de prévention et de protection sera complété notamment par
- la conception du local de chaufferie et la nature des matériaux
- le passage des canalisations de gaz en galerie technique au maximum des possibilités
- des vannes de sectionnement automatique de l'alimentation en gaz
- des systèmes de détection d'incendie et de gaz avec mise en sécurité automatique des installations
- un dimensionnement, une conception, une implantation et une exploitation rigoureux des éléments importants pour la sécurité ;

CONSIDERANT, par ailleurs, qu'au vu de l'analyse critique de l'étude de dangers, le pétitionnaire a proposé des modifications tendant à réduire la violence et les effets de surpression d'une explosion ;

CONSIDERANT, d'autre part, que compte tenu de l'implantation dans un bâtiment existant, une attention particulière a été portée sur les exigences de tenue aux effets de surpression des murs et de la verrière en toiture afin d'assurer *in fine* le respect des hypothèses avancées dans le dossier hypothèses qui conditionnent directement les effets du scénario d'accident majeur ;

../..

-4-

CONSIDERANT, de plus, que les dispositions spécifiées dans le présent arrêté, notamment celles destinées à la prévention des risques sont de nature à permettre l'exercice de cette activité en compatibilité avec son environnement ;

CONSIDERANT dès lors que les intérêts mentionnés aux articles L.211.1° et L.511.1° du code de l'environnement susvisé sont garantis par l'exécution de ces prescriptions ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

1. La société Société Thermique de La Doua (STLD) est autorisée à exploiter, sur le site de la chaufferie de la Doua sis 10 avenue Albert Einstein à Villeurbanne, les installations répertoriées dans le tableau suivant :

Rubrique	Désignation des installations classées	Nature et volumes des activités	Régime
2910 - A - 1	Installations de combustion, la puissance thermique maximale installée (cumul des puissances installées) exprimée en PCI de combustible consommé étant de 39 MW	Chaudières mixtes (gaz naturel - FOD*) : - 1 x 5,6 MW (ch. n°1) - 2 x 16,7 MW (ch. n°2 et n°3)	A
1432 - 2 - b	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430, la capacité totale équivalente étant de 12 m ³	Réservoirs enterrés double enveloppe : - 3 x 100 m ³ (cat. C - FOD)	D

* FOD : fioul domestique.

2. Les installations sont conçues, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande et à ses compléments, sous réserve du respect des prescriptions techniques du présent arrêté.

3. Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet du Rhône avec tous les éléments d'appréciation.

../..

-5-

4. L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

5. L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au préfet du Rhône, dans les délais et les modalités fixées par l'article 34-1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 2

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

1 - GÉNÉRALITÉS

1.1. Contrôles et analyses

Les contrôles prévus par le présent arrêté, sont réalisés en période de fonctionnement normal des installations et dans des conditions représentatives. L'ensemble des appareils et dispositifs de mesure concourant à ces contrôles sont maintenus en état de bon fonctionnement. Les résultats de ces contrôles et analyses sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sauf dispositions contraires explicitées dans le présent arrêté et ses annexes.

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre du Livre V-Titre 1^{er} du Code de l'environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Outre ces contrôles, l'inspecteur des installations classées peut demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements, des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées, et notamment du présent arrêté.

Les frais occasionnés par les contrôles visés aux deux alinéas précédents sont à la charge de l'exploitant.

1.2. Documents

Tous les documents nécessaires à la vérification des prescriptions du présent arrêté, sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, à l'exception de ceux dont la communication est expressément demandée par le présent arrêté.

../..

-6-

1.3. Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'établissement dans le paysage. L'ensemble des installations, y compris les abords placés sous son contrôle et les émissaires de rejet, est maintenu propre et entretenu en permanence.

1.4. Utilités

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Il s'assure également de la disponibilité des utilités (énergie, fluides...) qui concourent au fonctionnement et à la mise en sécurité des installations, et au traitement des pollutions accidentelles.

2 – BRUIT ET VIBRATIONS

2.1. Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

2.2. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

2.3. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

2.4. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs,...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.5. Niveaux de bruits limites

Les émissions sonores engendrées par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris celle des véhicules et engins visés ci-dessus, ne doivent pas dépasser les valeurs définies dans le tableau suivant :

Période	Niveaux limites admissibles en limite de propriété (dB(A))	Emergences admissibles dans les zones à émergence réglementée
Jour : 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	65	5 dB(A)
Nuit : 22h à 7h et dimanches et jours fériés	60	3 dB(A)

-7-

2.6. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées. Cette mesure est faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

2.7. Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. Les vibrations émises respectent les règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées. Les mesures sont faites selon la méthodologie définie par cette circulaire.

2.8. L'exploitant effectuera dans les six mois suivant la mise en service des installations une mesure de bruit selon les dispositions du point 2.6. ci-dessus.

3 – AIR

3.1. Captage et épuration des rejets

3.1.1. Les installations doivent être conçues, implantées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions (fumées, gaz, poussières ou odeurs) à l'atmosphère. Ces installations doivent, dans toute la mesure du possible, être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions qui sont traitées en tant que de besoin, notamment pour respecter les valeurs limites fixées à l'article trois du présent arrêté.

3.1.2. Les dispositifs d'évacuation sont munis d'orifices obturables et accessibles, placés de manière à réaliser des mesures représentatives.

3.1.3. La forme des cheminées ou conduits d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés. Les débouchés à l'atmosphère de ces dispositifs doivent être éloignés au maximum des habitations.

3.2. Qualité des rejets

3.2.1. Les valeurs limites des rejets à l'atmosphère sont fixées à l'article trois du présent arrêté, qui précise en outre les modalités des contrôles (périodicité, normes de mesure, transmission des résultats à l'inspection des installations classées).

3.2.2. Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

3.2.3. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm^3) sur gaz sec rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents de 3 % en volume (combustibles liquides ou gazeux).

../..

-8-

3.3. Installations de combustion

Les chaudières entrant dans le champ d'application du décret 98-817 du 11 septembre 1998 relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW devront satisfaire les dispositions dudit décret.

La teneur en soufre des combustibles liquides utilisés devra être en permanence inférieure à 1% en masse.

Les factures des combustibles utilisés devront porter la mention de leur qualité exacte ; elles seront conservées pendant un délai de deux ans.

4 - EAU

4.1. Consommation en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

4.2. Alimentation en eau

4.2.1. Prélèvements

Les ressources en eau de l'établissement proviennent exclusivement du réseau public.

Tout prélèvement dans la nappe phréatique est interdit.

4.2.2. Protection des eaux

Les branchements d'eaux potables sur le réseau public sont munis d'un dispositif de protection agréé afin d'éviter tout phénomène de retour sur le réseau d'alimentation, conformément aux dispositions du Règlement Sanitaire Départemental et du décret du 3 janvier 1989 modifié.

4.2.3. Dispositif de mesures

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

4.3. Collecte des effluents liquides

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées.

Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

.../...

-9-

Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. Lorsque cette condition ne peut être respectée en raison des caractéristiques des produits transportés, ils devront être visitables ou explorables par tout autre moyen. Les contrôles de leur bon fonctionnement, effectués selon une périodicité définie par l'exploitant, donneront lieu à un compte rendu écrit.

4.4. Traitement des effluents liquides

4.4.1. Eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

4.4.2. Eaux pluviales

Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants, doivent être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits.

En particulier, les eaux pluviales ruisselant sur les aires de stationnement seront traitées par un passage dans un séparateur d'hydrocarbures dont le bon fonctionnement sera régulièrement vérifié.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si nécessaire après traitement approprié.

Le rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées au point 4.5.2.

4.4.3. Eaux industrielles résiduaires

Les activités exercées ne génèrent pas d'eaux industrielles résiduaires.

4.5. Qualité des effluents

4.5.1. Les effluents ne devront pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet.

Ils ne devront pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur.

4.5.2. Les valeurs limites en concentration dans les rejets aqueux sont les suivantes :

Nature des polluants	Concentration maximale	Norme de mesure
Matières en suspension (MEST)	50 mg/l	NF EN 872
Demande chimique en oxygène (DCO)	125 mg/l	NF T 90 101
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	NF T 90 114

.../...

-10-

4.6. Conditions de rejet

4.6.1. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

4.6.2. Les rejets directs ou indirects dans les eaux souterraines sont interdits selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

4.6.3. Le raccordement à un réseau d'assainissement collectif est fait en accord avec le gestionnaire du réseau.

4.7. Surveillance des rejets

Afin de vérifier le respect des valeurs limites fixées par le présent arrêté, les points de rejet sont équipés de dispositifs permettant de réaliser, de façon sûre, accessible et représentative des prélèvements d'échantillons et/ou des mesures directes.

4.8. Prévention des pollutions accidentelles

4.8.1. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

4.8.2. Stockages

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

../..

-11-

Les produits récupérés dans les rétentions en cas d'accident, ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions définies dans l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.

4.8.3. Manipulation et transfert

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

4.9. Conséquences des pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelle, l'exploitant doit être en mesure de fournir les renseignements dont il dispose, permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune et la flore ainsi que les ouvrages exposés à cette pollution.

Ces renseignements concernent notamment :

- la toxicité et les effets des produits rejetés,
- leur évolution et conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune, ou la flore exposées à cette pollution,
- les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

5 – DECHETS

5.1. Dispositions générales

5.1.1. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise.

5.1.2. L'exploitant organise, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

../..

-12-

5.2. Récupération - Recyclage - Valorisation

5.2.1. Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes opérations de recyclage et de valorisation.

5.2.2. Le tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre,... doit être effectué, en interne ou en externe, en vue de leur valorisation.

5.2.3. Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions doivent être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils doivent être éliminés comme des déchets dangereux.

5.3. Stockages

Toutes les précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient tenus en état constant de propreté ;
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envois) ;
- les déchets et résidus produits soient stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines).

5.4. Elimination des déchets

L'élimination des déchets qui ne peuvent pas être valorisés doit être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet. L'exploitant établit un bilan annuel récapitulant les quantités éliminées et les filières retenues.

Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit.

Les emballages industriels sont éliminés conformément au décret n° 94-409 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

6 – SECURITE

6.1. Dispositions générales

6.1.1. Contrôle de l'accès

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Des dispositions matérielles et organisationnelles (fermeture à clef, gardiennage,...) interdisent l'accès libre aux installations, notamment en dehors des heures de travail.

..../..

-13-

Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux y compris en dehors des heures de travail.

6.1.2. Localisation des risques et zones de sécurité

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, ainsi que des procédés utilisés, sont susceptibles d'être à l'origine de sinistres pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties, dites zones de sécurité, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Il tient à jour un plan de ces zones.

Les zones de sécurité sont signalées et la nature du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones et si nécessaire rappelées à l'intérieur.

En particulier dans les zones de risques incendie et atmosphère explosible, l'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité.

Les zones de sécurité sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. La surveillance d'une zone de sécurité ne doit pas reposer que sur un seul point de détection. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et déterminera les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.

Les détecteurs et leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information sont alarmés en cas de défaillance. L'alimentation et la transmission du signal sont à sécurité positive. En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.

6.1.2.1. Détection incendie

Les locaux comportant des zones de risques incendie sont équipés d'un réseau de détection incendie ou de tout autre système de surveillance approprié. Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse.

../..

-14-

6.1.2.2. Détection gaz

En complément des prescriptions générales sur la détection, les détecteurs gaz sont du type à deux seuils d'alarme fonction d'un pourcentage de la limite inférieure d'explosivité des atmosphères explosives qui risquent de se former.

6.1.3. Conception des bâtiments et des installations

Les bâtiments et locaux, abritant les installations, sont construits, équipés et protégés en rapport avec la nature des risques présents, tels que définis précédemment. Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits utilisés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuse.

6.1.4. Règles de circulation

Les voies de circulation et les accès aux bâtiments et aires de stockage sont dimensionnés, réglementés et maintenus dégagés, notamment pour permettre l'accès et l'intervention des services de secours.

6.1.5. Matériel électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Les installations électriques sont conçues, réalisées et contrôlées conformément aux textes et normes en vigueur dont le décret modifié n° 88-1056 du 14 novembre 1988.

En outre dans les zones de risque d'apparition d'atmosphère explosible, préalablement définies par l'exploitant, le matériel électrique sera conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Il est prévu une alimentation électrique de secours ou de remplacement. En cas de risque aggravé de défaillance de l'alimentation principale, en particulier résultant de conditions météorologiques extrêmes (risque de foudre, températures extrêmes, etc.) on s'assure pour le moins de la disponibilité immédiate de l'alimentation de secours.

Le matériel électrique devra en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ; un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée, dans les délais les plus brefs.

../..

-15-

6.1.6. Mise à la terre des équipements

Toutes les parties susceptibles d'emmagasiner les charges électriques (éléments de construction, appareillage, conduits, notamment les équipements métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables ou explosibles, supports,...) seront reliées à une prise de terre conformément aux normes en vigueur, soit directement, soit par le biais de liaisons équipotentielles. Un contrôle identique à celui prévu au paragraphe ci-dessus sur le matériel électrique sera effectué sur les liaisons avec la terre.

6.1.7. Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement doivent être protégées contre la foudre selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

6.2. Exploitation des installations

6.2.1. Equipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité

L'exploitant déterminera la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité (IPS) des installations, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire, ou en situation accidentelle.

Les équipements importants pour la sécurité seront de conception éprouvée.

Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité seront connus de l'exploitant. Pour le moins, leurs défaillances électroniques seront alarmées, et leur alimentation électrique et en utilité secourues sauf parade de sécurité équivalente. Ils seront protégés contre les agressions.

Ces équipements seront contrôlés périodiquement, la conduite à tenir en cas d'indisponibilité de ces équipements sera définie par des consignes écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification seront enregistrées et archivées.

6.2.2. Surveillance et conduite des installations

L'exploitation des installations doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés ainsi que des procédés mis en œuvre.

Les opérateurs doivent avoir la connaissance immédiate de la valeur des paramètres permettant d'apprécier toute dérive par rapport aux conditions normales et sûres de l'exploitation. Le dispositif de conduite est centralisé en salle de contrôle et comporte la mesure et l'enregistrement en continu des paramètres significatifs de la sécurité des installations.

.../...

-16-

Chaque installation doit pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité en cas de nécessité telle que :

- déclenchement des alarmes associées aux systèmes de détection,
- dérive du procédé au-delà des limites fixées,
- incident ou accident dans l'unité, dans son environnement ou dans l'établissement.

Ce dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité prend en charge les différentes actions nécessaires à cette mise en sécurité de l'installation :

- automatiquement,
- et/ou par action manuelle sur des commandes de type "coup de poing" déclenchant des séquences automatiques d'arrêt d'urgence ou des actions directes sur les équipements concourant à la mise en sécurité.

6.2.3. Consignes d'exploitation

Les opérations dangereuses font l'objet de consignes écrites, mises à disposition des opérateurs. Ces consignes traitent de toutes les phases des opérations (démarrage, marche normale, arrêt de courte durée ou prolongée, opérations d'entretien).

Elles précisent :

- les modes opératoires,
- la nature et la fréquence des contrôles permettant aux opérations de s'effectuer en sécurité et sans effet sur l'environnement,
- les instructions de maintenance et nettoyage,
- les mesures à prendre en cas de dérive,
- les procédures de transmission des informations nécessaires à la sécurité pour les opérations se prolongeant sur plusieurs postes de travail.

6.2.4. Consignes de sécurité

Des consignes écrites, tenues à jour et affichées dans les installations, indiquent les moyens à la disposition des opérateurs (nature, emplacement, mode d'emploi) pour :

- donner l'alerte en cas d'incident,
- mettre en œuvre les mesures immédiates de lutte contre l'incendie ou de fuite de produit dangereux,
- déclencher les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations.

Ces consignes précisent également les contraintes spécifiques à chaque installation ou zone concernée définie précédemment.

6.2.5. Travaux

Sauf pour les opérations d'entretien prévues par les consignes, tous les travaux de modification ou de maintenance dans ou à proximité des zones à risque inflammable toxique ou explosible, font l'objet d'un permis de travail, et éventuellement d'un permis de feu, délivrée par une personne autorisée.

.../...

-17-

Ce permis précise :

- la nature des risques,
- la durée de sa validité,
- les conditions de mise en sécurité de l'installation,
- les contrôles à effectuer, avant le début, pendant et à l'issue des travaux,
- les moyens de protections individuelles et les moyens d'intervention à la disposition du personnel (appartenant à l'établissement ou à une entreprise extérieure) effectuant les travaux,

Tous travaux d'extension, modification, ou maintenance dans les installations ou à proximité, sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation, les dispositions de surveillance à adopter. Ce dossier est validé par la hiérarchie.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier ; la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple, et réalisées par le personnel de l'établissement, peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

6.2.6. Vérifications périodiques

Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.

6.3. Moyens d'intervention

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

Ces moyens se composent au moins :

- de 5 appareils d'incendie (poteaux) publics ou privés implantés à 200 mètres au plus des limites du site ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant les risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services de secours ;
- de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

-18-

6.4. Protections individuelles

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présents dans l'établissement et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

6.5. Formation du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale et continue de son personnel dans le domaine de la sécurité.

ARTICLE TROIS

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS

7 – INSTALLATIONS DE COMBUSTION (CHAUDIERES)

7.1. Généralités – implantation – aménagement

7.1.1. Règles d'implantation

Les appareils de combustion sont implantés dans un local uniquement réservé à cet usage et de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables.

7.1.2. Plan d'implantation

L'exploitant tient à jour un plan d'implantation de ses installations faisant apparaître la position des appareils de combustion, l'emplacement des organes de sécurité, de coupure et d'alimentation en combustible (poste de livraison, poste de détente, vanne de coupure, cheminement des canalisations de combustibles et emplacement des accessoires s'y rapportant, soupapes de sécurité...) ainsi que l'accès à ces équipements.

7.1.3. Comportement au feu et aux explosions des bâtiments

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe MO (incombustibles) ;
- stabilité au feu de degré une heure ;
- parois coupe-feu de degré 2 heures ;
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure au moins et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- porte donnant vers l'extérieur coupe-feu de degré 1/2 heure au moins.

.../...

-19-

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent).

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. Les locaux où sont utilisés des combustibles susceptibles de provoquer une explosion sont conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local (évents, parois de faible résistance...).

7.1.4. Accessibilité

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut du bâtiment est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

7.1.5. Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

7.1.6. Issues

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.

7.2. Exploitation – Entretien – Maintenance

7.2.1. Livret de chaufferie

L'exploitant tient à jour un livret de chaufferie qui comprend, notamment, les renseignements suivants :

- nom et adresse de la chaufferie, du propriétaire de l'installation et, éventuellement, de l'entreprise chargée de l'entretien ;
- caractéristiques du local « chaufferie », des installations de stockage du combustible, des générateurs de l'équipement de chauffe ;
- caractéristiques des combustibles préconisés par le constructeur, mesures prises pour assurer le stockage du combustible, l'évacuation des gaz de combustion et leur température à leur débouché, le traitement des eaux ;

-21-

- désignation des appareils de réglage des feux et de contrôle ;
- dispositions adoptées pour limiter la pollution atmosphérique ;
- conditions générales d'utilisation de la chaleur ;
- résultat des contrôles et visa des personnes ayant effectué ces contrôles, consignation des observations faites et suites données ;
- grandes lignes de fonctionnement et incidents d'exploitation, notamment ;
- consommation annuelle de combustible ;
- indications relatives à la mise en place, au remplacement et à la réparation des appareils de réglage des feux et de contrôle ;
- indications des autres travaux d'entretien et opérations de nettoyage et de ramonage.

7.2.2. Entretien et travaux

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention pourra être effectuée en dérogation au précédent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser.

Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent, conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

7.2.3. Conduite des installations

Les jours et heures ouvrés, les installations sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Hors jours et heures ouvrés, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise. Le mode d'exploitation doit assurer une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts, soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

../.

-22-

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

7.3. Prévention des risques d'explosion

7.3.1. Installations électriques

Les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 modifié portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion s'appliquent.

Un ou plusieurs dispositifs, placés à l'extérieur, doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours qui doit être conçu pour fonctionner en atmosphère explosive.

7.3.2. Alimentation en combustible

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Dans le cas de l'utilisation du gaz naturel, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par au moins deux vannes automatiques redondantes, de niveau de fiabilité maximum compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et des pressostats redondants.

Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide doit comporter un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.

../..

-23-

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

7.3.3. Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

7.3.4. Détection de gaz – détection d'incendie

Un dispositif de détection de gaz déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences du point 7.3.1. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz au-delà de 12 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE) conduit au déclenchement d'une alarme sonore et visuelle en salle de contrôle et à l'intérieur du local des chaudières, avec report d'alarme au personnel d'astreinte en cas de fonctionnement en mode télécontrôle. Une consigne précise les modalités d'intervention du personnel.

Toute détection de gaz au-delà de 15 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE) conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 7.3.1. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

7.4. Pollution atmosphérique

7.4.1. Cheminée

La cheminée d'évacuation des gaz de combustion a une hauteur minimale de 30 mètres.

-24-

7.4.2. Vitesse d'éjection des gaz

La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale est au moins égale à 10 m/s.

7.4.3. Prévention de la pollution atmosphérique

7.4.3.1. Valeurs limites d'émission

Les valeurs limites d'émission s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés, à l'exception des périodes de démarrage et de mise à l'arrêt des installations. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible.

Les installations sont conçues, équipées et exploitées de manière à ce que les valeurs limites de rejet suivantes ne soient pas dépassées :

Paramètres	Concentration maximale (mg/Nm ³), selon combustible	
HAP ⁽¹⁾	0,1	
COV (Composés organiques volatils)	110 en carbone total	
	<i>Fioul domestique</i>	<i>Gaz naturel</i>
SO ₂ (Oxydes de soufre, exprimés en équivalent SO ₂)	175 ⁽²⁾	35
NO _x (Oxydes d'azote NO+NO ₂ , exprimés en équivalent NO ₂)	200	100
Poussières	50	5
CO	100	100
Cadmium (Cd), Mercure (Hg) et Thallium (Tl) et ses composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl) ⁽³⁾	
Arsenic (As), Sélénium (Se), Tellure (Te) et ses composés	1 exprimée en (As+Se+Te) ⁽³⁾	
Plomb (Pb) et ses composés	1 (exprimée en Pb) ⁽³⁾	
Antimoine(Sb), chrome(Cr), Cobalt(Co), Cuivre(Cu), Etain(Sn), Manganèse(Mn), Nickel (Ni), Vanadium(V), Zinc(Zn) et leurs composés	10 exprimée en (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn) ⁽³⁾	

(1) La norme NF X 43-329, précise que les composés représentant la famille des HAP sont : benzo(a)anthracène, benzo(k)fluoranthène, benzo(b)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a, h)anthracène, benzo(g,h,i)pérylène, indéno(1,2,3-c,d)pyrène, fluoranthène. Au sens du présent arrêté, les HAP représentent l'ensemble des composés visés dans la norme NF X43-329.

(2) 350 mg/Nm³ jusqu'au 31 décembre 2007.

(3) Moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum.

..../..

-25-

7.4.3.2. Interruption de l'approvisionnement en combustible à basse teneur en soufre

L'exploitant peut, pour une période limitée à six mois, demander au préfet une dérogation aux valeurs limites d'émission relatives au SO₂ si :

- il utilise, en fonctionnement normal, un combustible à faible teneur en soufre pour respecter ces valeurs limites ;
- et intervient une interruption soudaine et imprévue de son approvisionnement liée à une pénurie grave.

L'exploitant peut, pour une période limitée à 10 jours, ne pas respecter les valeurs limites d'émission relatives au SO₂, NO_x, poussières si :

- il utilise, en fonctionnement normal, un combustible gazeux ;
- et intervient une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz ;
- il en informe immédiatement le préfet.

Cette période de 10 jours peut être prolongée après accord du préfet s'il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique.

7.4.4. Surveillance des émissions atmosphériques

7.4.4.1. Conduits d'évacuation des effluents atmosphériques

L'exploitant aménage les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des poussières...) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.

La mesure de la teneur en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de la teneur en polluants. A défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'arrivée d'air parasite entre le point où est réalisée la mesure de l'oxygène et celui où est réalisée celle des polluants.

7.4.4.2. Programme de surveillance des émissions

7.4.4.2.1. L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visées au point 7.4.3. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais, dans les conditions fixées aux points 7.4.4.2.2. à 7.4.4.2.4. suivants.

La mesure des émissions des polluants est faite selon les dispositions des normes en vigueur, et notamment celles citées dans l'arrêté du 4 septembre 2000 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

../..

-26-

7.4.4.2.2. Les concentrations en oxydes d'azote, monoxyde de carbone et oxygène sont mesurées en continu. Les quantités de poussières émises sont évaluées en permanence par opacimétrie. La surveillance en continu des oxydes de soufre se fait par une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre du combustible et des paramètres de fonctionnement de l'installation, selon des modalités précisées dans une consigne rédigée par l'exploitant.

Les appareils de mesure fonctionnant en continu sont vérifiés à intervalles réguliers, selon une fréquence inférieure à la journée. Les instruments de mesure de concentrations d'oxydes d'azote, de monoxyde de carbone, de poussières et d'oxygène font l'objet d'un calibrage, au moyen de mesures effectuées en parallèle avec les méthodes de référence normalisées en vigueur. Les modalités de ces vérifications sont définies dans une consigne rédigée par l'exploitant.

Les valeurs des incertitudes sur les résultats de mesure, exprimées par les intervalles de confiance à 95 % d'un résultat mesuré unique, ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- NO_x : 20 % ;
- Poussières : 30 %.

Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt, de ramonage, de calibrage des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesures des polluants atmosphériques.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de l'incertitude maximale sur les résultats de mesure définie comme suit :

- NO_x : 20 % de la valeur moyenne horaire ;
- poussières : 30 % de la valeur moyenne horaire.

Les valeurs moyennes journalières validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours qui doivent être écartés pour des raisons de ce type doit être inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des valeurs limites à l'émission doit être apprécié en appliquant les dispositions du paragraphe 7.4.5.2.

7.4.4.2.3. Au moins une fois par an, l'exploitant fait effectuer, par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées – ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) – à la mesure des paramètres suivants :

-27-

- SO₂, NO_x, poussières, O₂, H₂O, débit et vitesse d'éjection des fumées.

Ces mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent aux allures représentatives de fonctionnement stabilisé de l'installation. La durée des mesures sera d'au moins une demi-heure, et chaque mesure sera répétée au moins trois fois. Toutefois, il pourra être dérogé à cette règle dans des conditions bien particulières ne permettant pas de respecter les durées de prélèvement (gaz très chargés ou très humides...) ou de réaliser trois prélèvements (gaz très peu chargés correspondant à des concentrations inférieures à 20 % de la valeur limite ou installations nécessitant des durées de prélèvements supérieures à deux heures...). Dans ce cas, tout justificatif sera fourni dans le rapport d'essai.

7.4.4.2.4. Les concentrations de COV, HAP et métaux seront mesurées à la réception des chaudières, en vérifiant notamment la bonne corrélation avec les concentrations mesurées en CO et poussières, ainsi qu'à chaque changement de combustible.

7.4.4.2.5. Les résultats de ces contrôles, accompagnés le cas échéant de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre, sont transmis à l'inspection des installations classées :

- trimestriellement pour les mesures en continu ;
- dans les meilleurs délais pour les mesures et contrôles périodiques.

7.4.5. Respect des valeurs limites

7.4.5.1. Mesures en continu

Pour les polluants faisant l'objet d'une mesure en continu, les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :

- aucune valeur moyenne journalière validée ne dépasse la valeur limite fixée par le présent arrêté ;
- 95 % des valeurs moyennes horaires validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % de la valeur limite d'émission.

7.4.5.2. Contrôles périodiques

Dans le cas de mesures discontinues ou d'autres procédures d'évaluation des émissions, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats ne dépassent pas les valeurs limites.

8 – AIRES DE DECHARGEMENT DES LIQUIDES INFLAMMABLES

8.1. Ces aires seront délimitées sur le sol, étanches et aménagées conformément au point 4.8.3.

8.2. Les aires de chargement ou de déchargement des liquides inflammables constituent des zones présentant des risques d'incendie au point 6.1.2.

8.3. Une consigne précisera les précautions à prendre lors du chargement ou du déchargement des véhicules citernes.

..../..

-28-

Cette consigne précisera les interventions à effectuer en cas d'incident ou d'accident.

8.4. Des bacs à sable avec pelle seront disposés à proximité de chacune des aires de chargement ou déchargement.

8.5. Les opérations de chargement-déchargement seront effectuées sous la surveillance d'une personne responsable dûment formée.

8.6. Avant leur rejet, les eaux pluviales recueillies sur cette aire transiteront par un séparateur d'hydrocarbures.

ARTICLE 4

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

ARTICLE 5

L'exploitant devra se conformer aux prescriptions du titre III du livre II du Code du Travail ainsi qu'aux textes réglementaires pris en son application.

ARTICLE 6

Tout transfert d'une installation classée sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou une nouvelle déclaration.

Dans le cas où l'installation changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 7

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 8

L'exploitant devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

../..

-29-

ARTICLE 9

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Préfecture du Rhône - Direction de l'Administration Générale - 3ème bureau - le texte des prescriptions ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 10

Les droits des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 11

Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement, livre V, titre 1er.

ARTICLE 12

Le présent arrêté ne préjuge en rien les autorisations qui pourraient être nécessaires en vertu d'autres réglementations pour l'implantation, l'installation et le fonctionnement de l'activité susvisée.

ARTICLE 13

Délai et voie de recours (article L.514.6 du code de l'environnement) ; la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 14

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de VILLEURBANNE, chargé de l'affichage prescrit à l'article 9 du présent arrêté,
- aux conseils municipaux de CALUIRE-ET-CUIRE, VAULX-EN-VELIN, RILLIEUX-LA-PAPE, LYON,
-
-
-

..../..

- -30-

- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au directeur, chef du service interministériel de défense et de la protection civile,
- au directeur départemental de l'équipement,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- au directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- au directeur régional de l'environnement,
- au commissaire enquêteur,
- à l'exploitant.

Lyon, le 2^d AOUT 2003

LE PREFET,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,Pour copie conforme
Le Secrétaire Général,

Joëlle GROSSELIN

Gilbert PAYET

VII.7. 2004 – notification de cessation d'activité ICPE



Société Thermique La DOUA

Siège social : 10, avenue Albert Einstein – 69100 VILLEURBANNE
Bureaux : Immeuble Horizon 1 – 10, Allée Bienvenue
93885 Noisy-le-Grand Cedex
Tél : 01.49.14.79.79 Fax : 01.43.04.51.42

V/Réf. : 2004-06-386 HL/VW
N/Réf. : Arrêté Préfectoral du

Interlocuteur : Delphine BELLANGER
☎ 01 49 14 79 79
Objet : Cessation d'activités

PREFECTURE DU RHONE
106, rue Pierre Corneille
69 419 LYON cedex 03

A l'attention de M. Michel BESSE
Préfet

Noisy-le-Grand, le 7 juin 2004

Monsieur le Préfet,

Dans le cadre de l'arrêté préfectoral nous autorisant, à exploiter les nouvelles installations de combustion de la chaufferie du Domaine universitaire de la Doua, nous revenons vers vous afin de vous notifier l'arrêt définitif des installations actuelles du site.

Ce courrier prend acte de la notification prévue à l'article 34-1 du décret du 21 Septembre 1977 "pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Elle concerne donc plus particulièrement la cessation d'activités du stockage de charbon (rubrique 1520), la suppression des transformateurs aux PCB (rubrique 355 A) et l'arrêt des installations de production thermique (rubrique 153 bis 1°) suivant un échéancier joint.

Zones de stockage

Les soutes de stockage du charbon seront vidées et nettoyées (le combustible résiduel sera repris par le fournisseur, les mâchefers et les suies seront évacués et éliminés par une société agréée).

Les cuves de stockage de fioul, pour l'approvisionnement du groupe électrogène, enfouies à l'intérieur du site seront dégazées et évacuées du site.

Transformateurs aux PCB

Les transformateurs aux P.C.B., qui n'auront plus d'utilité pour le fonctionnement de la chaufferie dans sa configuration future, seront mis au rebut. Ces équipements imprégnés seront éliminés dans une installation régulièrement autorisée et agréée à cet effet.

L'arrêt des Installations de production thermique

L'ensemble de la production thermique à partir du charbon sera rendue inopérante.

Tout le matériel intérieur à la chaufferie contenu dans l'emprise des nouvelles installations faisant l'objet de la présente demande sera démantelé (soit la chaudière gaz CH1, les deux chaudières charbon CH2 et CH3 0 LIT FLUIDIS2). Il sera soit revendu en tant que matériel d'occasion, soit ferrailé et dirigé vers des filières de revalorisation appropriées et agréées.

Société par Actions Simplifiée au capital de 40.000 € – RCS LYON 421 316 258

**Société Thermique La DOUA**

Siège social : 10, avenue Albert Einstein – 69100 VILLEURBANNE
Bureaux : Immeuble Horizon 1 – 10, Allée Bienvenue
93885 Noisy-le-Grand Cedex
Tél : 01.49.14.79.79 Fax : 01.43.04.51.42

Les chaudières CH4 et CH5 seront isolées (distribution de vapeur bouchonnée par bride soudée).

Les installations annexes extérieures (dépoussiéreurs, cheminées inutilisées et équipements de manutention du charbon) seront démantelées pour être soit revendues en tant que matériel d'occasion, soit ferrallées et dirigées vers des filières de revalorisation appropriées.

Tous ces démantèlement suivent le planning de modifications des installations de la chaufferie de la Doua et s'échelonnent au cours des prochains mois après mise en service de la nouvelle chaufferie. Vous trouverez joint au présent courrier le planning prévisionnel, connu à ce jour d'arrêt des installations.

Vous en souhaitant bonne réception, et restant à votre disposition, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.



Hubert LHOIR

P.J. : 1

Société par Actions Simplifiée au capital de 40.000 € – RCS LYON 421 316 258

VII.8. 06 octobre 2004 - réponse à la notification de cessation d'activité ICPE



PREFECTURE DU RHONE

8 OCT. 2004				
DATE :	VISA	SUIVI	COPIES	CLT
JPM				
HL				
FM				
YL				
Exploitat.				
Ch. Aff.				
Clientèle				
Compta				
Sécre				

Lyon, le

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GENERALEBureau de l'environnement
et des installations classéesAffaire suivie par Joëlle GROSSELIN
☎ : 04 72 61 64 55
Fax : 04 72 61 64 26

LR+AR

Madame,

Par lettre en date du 7 juin 2004, référencée 2004-06-386 HL/VW, vous m'avez adressé le calendrier prévisionnel du démantèlement des installations de la chaufferie « charbon », précédemment exploitée sur le site du domaine universitaire de la « Doua » à Villeurbanne (Rhône).

Le document, soumis par mes soins à l'examen de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, n'appelle pas de remarques particulières de la part de l'inspection des installations classées.

Je vous invite, toutefois, à tenir l'inspection des installations classées informée, en temps utiles, de la fin des travaux.

Je vous prie de croire, Madame, à l'expression de mes salutations distinguées.

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau
délégué

Serge MONNIER

Société Thermique de la Doua
Immeuble Horizon 1
10, allée Bienvenue
93885 NOISY-le-GRAND Cédex

Préfecture du Rhône 106, rue Pierre Corneille - 69419 LYON CEDEX 03 -
Standard 04.72.61.60.60 - - Télécopie 04.72.61.64.26 - <http://www.rhone.pref.gouv.fr>

VII.9. 2017 - notification de cessation d'activité ICPE – système de cogénération

NOTIFICATION DE LA CESSATION D'ACTIVITE D'UNE INSTALLATION CLASSEE RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION Article R512-66-1 du code de l'environnement

1- DECLARANT	
	<input checked="" type="checkbox"/> Personne morale <input type="checkbox"/> Personne physique : <input type="checkbox"/> Madame <input type="checkbox"/> Monsieur
Nom	<input type="text" value="Chancellerie des Universités"/> <small>Raison sociale ou nom et prénoms pour une personne physique</small>
Forme juridique	<input type="text" value="Etablissement public"/> <input type="text" value="Administratif"/> N°SIRET <input type="text" value="186 919 148 00012"/> <small>Pour une personne morale Le cas échéant</small>
Adresse	<input type="text" value="92 rue de Marseille"/> <small>N° et voie ou lieu-dit</small> <input type="text" value="BP 7227"/> <small>Complément d'adresse</small> <input type="text" value="69354"/> <input type="text" value="LYON cedex 07"/> <small>Code postal Commune</small> <input type="text"/> <small>Pays, si le déclarant réside à l'étranger</small> <input type="text"/> <small>Province ou région étrangère</small>
Téléphone	<input type="text"/> Portable <input type="text"/> Fax <input type="text"/> (facultatif)
Courriel	<input type="text" value="ire@ac-lyon.fr"/>
Signataire de la déclaration (pour une personne morale)	
Nom	<input type="text" value="MOULIN CIVIL"/> Prénoms <input type="text" value="Françoise"/>
Qualité	<input type="text" value="Chancelière des Universités"/>
2- INFORMATIONS GENERALES CONCERNANT L'INSTALLATION	
N° SIRET	<input type="text" value="399 296 342 00013"/>
Enseigne ou nom usuel du site	<input type="text" value="Cogénération de La Doua"/>
Adresse de l'installation : <input type="checkbox"/> identique à celle du déclarant (mentionnée ci-dessus)	
Si différente : N° et voie ou lieu-dit <input type="text" value="10 avenue Albert Einstein"/>	
Complément d'adresse <input type="text"/>	
Code postal	Commune
<input type="text" value="69100"/>	<input type="text" value="Villeurbanne"/>
Téléphone	<input type="text"/> Portable <input type="text"/> Fax <input type="text"/> (facultatif)
Courriel	<input type="text"/>

Sur le site de l'installation, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation: ☐ Oui ☒ Non
- une installation classée relevant du régime d'enregistrement: ☒ Oui ☐ Non

3 – INFORMATIONS CONCERNANT LA CESSATION D'ACTIVITE

Date de la cessation de l'activité de l'installation classée : 01/04/2006

S'il s'agit d'une cessation partielle de l'activité, préciser les rubriques de la nomenclature des installations classées concernées par la cessation :

Commentaires :

4 - MESURES PRISES OU PREVUES POUR ASSURER LA SECURITE DU SITE

Evacuation ou élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site :

Le démantèlement suivra la méthodologie cadre sur les déchets (Directive n°2008/98/CE) : Réemploi>Recyclage>Valorisation> Elimination, dans le respect des réglementations, des principes de sécurité, et de l'environnement.

Nous sommes actuellement en phase d'étude et de négociation pour le démontage du matériel dans le bâtiment.

S'il y a possibilité de vendre une partie des installations, cela sera fait. Les personnes, achetant le matériel, seront chargées du démontage de la partie qu'elles rachètent dans le respect d'un cahier des charges précis pour les consignes de sécurité et environnementales de manière à éviter tout risque de pollution environnementale. Le matériel restant sera démonté par une entreprise spécialisée. Les déchets seront classés par catégorie : les métaux et ferrailles d'un côté, les plastiques valorisables (s'il y en a) de l'autre.

Les déchets non dangereux seront évacués en centre de tri pour valorisation ou destruction.

Les déchets électriques et électroniques seront expédiés en filière agréée.

Les éventuels déchets dangereux (dont le volume sera sans doute assez faible) seront évacués pour destruction en centre spécialisé.

Le traitement ou l'élimination de tous les déchets seront tracés par des bordereaux de suivi (BSD).

Une recherche d'amiante est également commandée à un organisme agréé.

Interdictions ou limitations d'accès au site :

Le site accueillant toujours une ICPE soumise à autorisation (chaufferie gaz), l'exploitant du site a contractuellement la charge de la sécurité périmétrique du site.

Aujourd'hui la surveillance et le contrôle d'accès du site incombe à la Métropole de Lyon avec Dalkia. Seul le hall gaz est sous alarme avec report au personnel d'astreinte 24/7 de Dalkia, le site est occupé jours ouvrés de 7h à 17h.

Suppression des risques d'incendie et d'explosion :

Local de cogénération : dans le cadre du démantèlement des installations, le local de la cogénération est amené à être entièrement vidé. Le risque d'incendie et d'explosion peut donc être considéré comme marginal.

Local du transformateur : dans le local du transformateur et dans ses sous-sols, tous les déchets présents (fûts, déchets électriques, laine de verre, cartons, ...) seront à évacuer en filières adaptées après identification de la nature du contenu pour certains fûts / bidons.

Surveillance des effets de l'installation sur son environnement :

Deux études ont été menées en parallèle afin d'évaluer les éventuels effets de l'installation sur son environnement.

Une étude historique et documentaire (cf. rapport du Cabinet LAMY du 3 mai 2017, 18 pages)

Elle vise à établir l'historique des activités du site et à identifier les éventuels risques et facteurs de pollution des sols liés à ces différentes activités. L'historique des activités permet de conclure qu'aucune des activités exercées sur le site avant l'installation de la cogénération ne comporte un risque significatif de pollution des sols.

Les risques de pollution liés au fonctionnement de la cogénération sont dus à la présence d'un transformateur électrique (risque de contamination par des PCB : polychlorobiphényles) et des cuves d'huile et de fuel (risque de contamination par des hydrocarbures).

Une étude de pollution des sols (cf. rapport de DIASTRATA RP/1669135-01/A du 4 avril 2017, 66 pages)

Une campagne de prélèvements (7 forages dont 5 réalisés en sous-sol) suivie d'analyses des sols a été réalisée. Quelques légères contaminations (hydrocarbures, PCB, plomb) ont été repérées dans les sols en trois points du site :

- 2 sources de pollution liées au local du transformateur : une contamination des sols au plomb + PCB devant l'entrée du local et une contamination aux hydrocarbures mise en évidence dans le sous-sol du local.
- 1 source de pollution liée au local cogénération, devant le point de dépotage des cuves d'huile : contamination aux hydrocarbures.

Mesures destinées à placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnées à l'article L511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation :

Selon le devenir du site, des diagnostics approfondis sont recommandés notamment aux abords du local transformateur de façon à vérifier si les légères contaminations relevées (PCB, plomb) sont ponctuelles ou plus largement étendues.

L'arrêt de la chaufferie gaz est prévu à moyen terme (2020). Les diagnostics de sol qui seront alors réalisés dans le cadre de la déclaration de cessation d'activité apporteront une vision plus globale du risque de pollution des sols sur l'ensemble du site. Dans l'hypothèse d'une reconstruction, un diagnostic des sols avant construction sera réalisé.

Dans son usage futur (après arrêt de la chaufferie gaz), le site devrait être dédié, soit à des activités d'enseignement ou de recherches technologiques, soit à un usage administratif. Les usages futurs d'installations sportives, de logements, ou de jardin public-espace naturel ne sont pas envisagés.

Autres mesures prises ou prévues pour assurer la sécurité du site :

Suite à une intrusion (mai 2017) ayant entraîné une chute mortelle du toit, la chancellerie des universités et la Métropole de Lyon ont décidé de :

- rehausser la clôture à 3 mètres de haut sur l'avenue Einstein et un portail côté tramway,
- d'installer une détection périmétrique électronique.

Le déclarant confirme avoir informé par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Fait à *Lyon*
Signature du déclarant

le *09/06/2017*

La rectrice de l'académie de Lyon
Chancellerie des universités
Françoise Moulin Civil
Françoise Moulin Civil

VII.10. 01 janvier 2017 – extrait de la convention d'occupation temporaire délivré à la Métropole de Lyon

AUTORISATION

1. Objet de l'autorisation

La présente autorisation a pour objet d'autoriser la Métropole à occuper les biens objet de la présente mise à disposition, sus-désignés, situés 10, avenue Albert Einstein à Villeurbanne (69) afin :

- d'y amener ses moyens utiles à l'exploitation de l'Equipement ;
- de réaliser les travaux nécessaires à l'interconnexion avec le réseau métropolitain.

Tel au surplus, que ces biens existent sans qu'il soit nécessaire d'en faire plus ample description, la Métropole déclarant bien le connaître pour l'avoir visité préalablement à ce jour.

En raison du caractère temporaire du présent titre, la Métropole est informée qu'elle ne saurait se prévaloir d'un droit au maintien dans les lieux objet des présentes après un préavis d'au moins 12 mois. Elle reconnaît connaître les immeubles, objet de la présente autorisation, pour les avoir préalablement visités.

2. Durée de l'autorisation

La présente autorisation d'occupation temporaire non constitutive de droits réels, prend effet le 01/01/2017 pour se terminer au premier des 2 termes :

- 31/12/2020 ;
- la fin d'utilisation de l'Equipement (constat que l'Equipement n'est plus nécessaire à la sécurisation de l'alimentation du réseau du campus Lyon-Tech La Doua).

L'autorisation est consentie à titre essentiellement précaire pour une durée déterminée par les dates ci-dessus et ne peut, en aucun cas, se poursuivre par tacite reconduction.

3. Autorisation d'exploitation

L'Equipement héberge une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation au titre de la rubrique 2910-A, décret n° 2010-875 du 26 juillet 2010 modifiant la nomenclature des installations classées (JO n° 173 du 29 juillet 2010 - NOR : DEVP1009378D).

La Métropole remettra à la Chancellerie dans le mois suivant son entrée dans l'installation et au plus tard le 01/02/2017 une copie du récépissé de la déclaration du R512-68 du code de l'environnement (changement d'exploitant).

VII.11. 04 janvier 2017 – notification d'autorisation d'exploitation ELM

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 04 JAN. 2017

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Anaïs ANAMOUTOU

☎ : 04 72 61 37 87

Fax : 04 72 61 37 24

✉ : anais.anamoutou@rhone.gouv.fr

Monsieur,

Par courrier en date du 16 novembre 2016, vous m'avez fait part de la reprise, par votre société, des activités qui étaient exercées auparavant par la SOCIETE THERMIQUE DE LA DOUA, exploitante d'installations classées situées 10 avenue Albert Einstein à VILLEURBANNE, et qui ont fait l'objet de l'arrêté d'autorisation du 31 janvier 1985.

J'ai l'honneur de vous délivrer, par le présent courrier, récépissé sans frais de votre déclaration de changement d'exploitant, conformément aux dispositions de l'article R 512-68 du code de l'environnement. Il vous incombe de respecter les prescriptions édictées par l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1985 précité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la directrice départementale,

La Chef de Service

Catherine FISCHER

ELM Opérations
à l'attention de Monsieur Hervé ROUSSET
184 cours Lafayette
69003 LYON cedex

Direction départementale de la protection des populations – 245, rue Garibaldi - 69422 Lyon cedex 03
du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h - tél. : 04 72 61 37 00 – ddpp@rhone.gouv.fr